

Conseil d'Administration

Séance du 21 Octobre 1942

Texte définitif

Séance du 21 octobre 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal. QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus. QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 21 octobre 1942

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal. QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus. QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal. QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus. QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille"

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

Conseil d'Administration

Séance du 21 oct. 1942

Projet de Procès Verbal

Présenté le 26 oct. 1942

Adopté le 27 oct 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de CARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel mo-
teur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Fa-
mille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libèrerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissent plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation

à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Texte définitif
adopté dans la séance
du 28 octobre 1942

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : MM. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance: MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service
Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

.....

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

GRIMPRET.

Le Président
du Conseil d'Administration,

FOURNIER.

CA 24/10/42
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUDET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de HARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel mo-
teur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

P R O J E T

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de HARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel mo-
teur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

P R O J E T

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAMFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel mo-
teur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Fa-
mille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libèrerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation

à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

P R O J E T

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BCUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de HARDE
TIRARD
ZATIREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel mo-
teur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Fa-
mille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRÉSIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 30 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraîtrait plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRÉSIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation

à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.

de la part de M. CLOSSET

Vu
F

Projet de Procès-Verbal

de la séance du Conseil d'Administration

du 21 octobre 1942

soumis à l'approbation

de Monsieur le Président FOURNIER

26 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET

DAYRAS

DEVINAT

FREDAULT

GETTEN

LIAUD

de TARDE

TIRARD

ZAFFREYA

Assistent à la séance : MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint

MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION-IV : Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, ~~conseillé~~ à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui, jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr, pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement ~~brutal~~ des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses, notamment, ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

de la part de M. CLOSSET

Projet de Procès-Verbal

de la séance du Conseil d'Administration
du 21 octobre 1942

soumis à
Monsieur FILIPPI
Secrétaire Général

26 octobre 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Traffic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, ~~couvert~~ à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui, jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnement serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. est sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement ~~brutal~~ des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses notamment ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

M. le Président Grimpert

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

IV sous-avis et aux experts
26.10.42

PROJET

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

26.10.42
Grimpert

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M. M. FOURNIER, Président
GRIMPERT, Vice-Président
LAURENT-ATHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FRIDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M. M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Traffic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, *conseiller* à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnement serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 8.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1948.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1948.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement ~~l'autor~~ des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses notamment ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

27 OCT 1942

de la part de M. CLOSSET

Projet de Procès-Verbal

de la séance du Conseil d'Administration

du 21 octobre 1942

soumis à

Monsieur LE BESNERAIS
Directeur Général.

26 octobre 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAUT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : MM. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

MM. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, ~~coordonnés~~ à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui, jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnement serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement ~~brutal~~ des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses notamment ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 31 octobre 1942

Le Conseil d'Administration se réunit à Paris.

---:---

---:---

---:---

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M. FOURNIER, Président

CHIFFRET, Vice-Président

LAURENT-ATHALIN, Vice-Président

BOUTET

DAYEAS

DEVINAT

FRÉDÉRIC

GUÉZENNEC

LIAUD

de TARRA

TIRARD

LAURENT

Assistent à la séance : M. LE BESNERAIS, Directeur Général

BERTHELOT, Directeur Général adjoint

FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M. KUNDU, Commissaire adjoint

MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du

Procès-Verbal.

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes

rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la circulation.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPET, Vice-Président
LAURENT-ATHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYNAE
DEVINAT
FRADAULT
GUTHEN
LIAUD
de MARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M. BENDU, Commissaire adjoint
MURONT, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Traffic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, accordé à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 130.000 fr remboursable en 30 annuités.

L'oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 50.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 ff, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre qui, jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnement serait ramené, pour 1942, à 3.500 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 4.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1948.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1948.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement brutal des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses notamment ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M. FOURNIER, Président
GRIMPEY, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVISAT
FRÉDÉAULT
GATTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAPPEYA

Assistent à la séance : M. LE BERNERAIS, Directeur Général
BETHÉLOST, Directeur Général adjoint
VILLIPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M. BENOIS, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant.

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc....

M. LE BERNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des
recettes.

M. LE PRÉSIDENT tient le Conseil au courant de l'état des
stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel
moteur et roulant.

M. BETHÉLOST rend compte des incidents qui ont marqué la
circulation.

2°) Trésorerie.-

M. VILLIPI expose la situation de trésorerie.

.....

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

Subvention à l'Œuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Œuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRÉSIDENT rappelle que les anciens Réseau avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, accordé à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 130.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'œuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 33.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Œuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 50.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 33.000 fr.

Enfin, le journal de l'Œuvre qui, jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnement serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRÉSIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. GONTHIER, Sénateur Conseiller National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital initial de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée.

L'Œuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 5.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1943.-

M. LE PRÉSIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1943.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, le rapprochement brutal des recettes et des dépenses à la fin d'août fait-il ressortir un excédent de 1.639 M. Mais ceci ne saurait, en aucune manière, préjuger ce que seront finalement les résultats de l'exercice. Les dépenses notamment ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des rémunérations qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre. En outre, il convient de tenir compte de ce que les règlements sont toujours sensiblement plus élevés au cours du dernier trimestre.

Quant au budget d'établissement, les dépenses sont très sensiblement inférieures à celles qui avaient été prévues, l'exécution des programmes de travaux s'étant trouvée considérablement ralentie du fait des circonstances.

La séance est levée à 10 heures 50.-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

~~M.M. MORONI, Commissaire suppléant~~
M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

.....

Comptes rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, accordé à cette Oeuvre, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

le Comité de la Famille
Compte tenu des annuités déjà remboursées et de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr accordée par le Conseil dans sa séance du 14 février 1938, le Comité de la Famille a décidé de verser à l'Oeuvre la somme de 130.000 fr. et de lui accorder une subvention de 7.500 fr. pour lui permettre de réaliser son projet.
Le Comité de la Famille a également décidé de verser à l'Oeuvre la somme de 7.500 fr. pour lui permettre de réaliser son projet.
Le Comité de la Famille a également décidé de verser à l'Oeuvre la somme de 7.500 fr. pour lui permettre de réaliser son projet.

séance du 3 septembre 1941, en compensation du préjudice causé aux installations par les travaux exécutés en gare d'Achères par la S.N.C.F., l'Oeuvre reste, à l'heure actuelle, débitrice d'une somme de 130.500 fr, dont elle a demandé ^{de l'indemnité} à être exonérée entièrement, en raison de ce préjudice. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie ^{l'abandon de l'intégralité de la dette} la remise de l'intégralité de cette dette. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr. ^(ce qui est) Compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr ^{en 1941, accordée à la S.N.C.F. nouvelle} accordée l'année dernière à ce titre, il serait ainsi fait remise à l'Oeuvre d'une nouvelle somme (de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. envisage ^{de l'acheter} d'acheter, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette de l'Oeuvre vis-à-vis de la S.N.C.F. serait ainsi ramenée à 30.500 fr ; ^(le total de la somme à rembourser à la S.N.C.F.) elle serait remboursée par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première de ces annuités étant payable ^{déjà} en 1942 par imputation sur la subvention ^{de l'année} qui lui serait allouée au titre de cet exercice.

En ce qui concerne, d'autre part, ^{de maintenir cette somme à l'entretien} la subvention annuelle allouée à cette oeuvre, il est proposé de la maintenir pour 1942, ^{au chiffre connu l'année précédente} au même niveau que pour les exercices précédents, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre qui, jusqu'alors, était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, il est proposé de diminuer de moitié le montant de la souscription pour abonnement, ^{serait} qui serait ainsi ramenée, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve l'ensemble de ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller ~~National~~ National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui

fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital^{initial} de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée. [Cette oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, les résultats ^{de l'exercice} acquis au 31 août ^{laissent apparaître un certain excédent des recettes sur les dépenses, mais cet excédent ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, les dépenses ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des traitements, qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre, et il convient de tenir compte, en outre, de ce que les dépenses du dernier trimestre sont toujours sensiblement plus élevées que celles des trimestres précédents.}

Quant aux dépenses du budget d'établissement, elles sont très sensiblement inférieures aux prévisions, les programmes de travaux ayant dû, en raison des circonstances, être considérablement ralentis.

La séance est levée à 10 heures 50.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. MORONI, Commissaire suppléant
RENDU, Commissaire adjoint

X
Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

.....

Comptes rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, accordé à cette Oeuvre, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

Compte tenu des annuités déjà remboursées et de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr accordée par le Conseil dans sa

.....

séance du 3 septembre 1941, en compensation du préjudice causé aux installations par les travaux exécutés en gare d'Achères par la S.N.C.F., l'Oeuvre reste, à l'heure actuelle, débitrice d'une somme de 130.500 fr dont elle a demandé à être exonérée entièrement, en raison de ce préjudice. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie la remise de l'intégralité de cette dette. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr. Compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr accordée l'année dernière à ce titre, il serait ainsi fait remise à l'Oeuvre d'une nouvelle somme de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. envisage d'acheter, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette de l'Oeuvre vis-à-vis de la S.N.C.F. serait ainsi ramenée à 30.500 fr : elle serait remboursée par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'un dixième de 3.500 fr, la première de ces annuités étant payable en 1942 par imputation sur la subvention qui lui serait allouée au titre de cet exercice.

En ce qui concerne, d'autre part, la subvention annuelle allouée à cette oeuvre, il est proposé de la maintenir pour 1942, au même niveau que pour les exercices précédents, soit à 35.000 fr. Enfin, le journal de l'Oeuvre qui, jusqu'alors, était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, il est proposé de diminuer de moitié le montant de la souscription pour abonnement, qui serait ainsi ramenée, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve l'ensemble de ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller ~~à~~ National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui

.....

fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital^{initial} de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée. Cette oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, les résultats acquis au 31 août laissent-ils apparaître un certain excédent des recettes sur les dépenses, mais cet excédent ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, les dépenses ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des traitements, et qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre et il convient de tenir compte, en outre, de ce que les dépenses du dernier trimestre sont toujours sensiblement plus élevées que celles des trimestres précédents.

Quant aux dépenses du budget d'établissement, elles sont très sensiblement inférieures aux prévisions, les programmes de travaux ayant dû, en raison des circonstances, être considérablement ralentis.

La séance est levée à 10 heures 50.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PROJET

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-Président
LAURENT-ATTHALIN, Vice-Président

BOUTET
DAYRAS
DEVINAT
FREDAULT
GETTEN
LIAUD
de TARDE
TIRARD
ZAFFREYA

Assistent à la séance : M.M. LE BESNERAIS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

~~M.M. MORONI, Commissaire suppléant~~
M.M. RENDU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Procès-Verbal de
la séance du 14 octobre 1942 est adopté.

.....

Comptes rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

M. LE BESNERAIS rend compte de l'évolution du trafic et des recettes.

M. LE PRESIDENT tient le Conseil au courant de l'état des stocks de combustibles et de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

M. BERTHELOT rend compte des incidents qui ont marqué la circulation.

2°) Trésorerie.-

M. FILIPPI expose la situation de trésorerie.

Marchés et Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, accordé à cette Oeuvre, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

Compte tenu des annuités déjà remboursées et de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr accordée par le Conseil dans sa

.....

séance du 3 septembre 1941, en compensation du préjudice causé aux installations par les travaux exécutés en gare d'Achères par la S.N.C.F., l'Oeuvre reste, à l'heure actuelle, débitrice d'une somme de 130.500 fr dont elle a demandé à être exonérée entièrement, en raison de ce préjudice. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie la remise de l'intégralité de cette dette. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr. Compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr accordée l'année dernière à ce titre, il serait ainsi fait remise à l'Oeuvre d'une nouvelle somme de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. envisage d'acheter, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette de l'Oeuvre vis-à-vis de la S.N.C.F. serait ainsi ramenée à 30.500 fr : elle serait remboursée par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première de ces annuités étant payable en 1942 par imputation sur la subvention qui lui serait allouée au titre de cet exercice.

En ce qui concerne, d'autre part, la subvention annuelle allouée à cette oeuvre, il est proposé de la maintenir pour 1942, au même niveau que pour les exercices précédents, soit à 35.000 fr. Enfin, le journal de l'Oeuvre qui, jusqu'alors, était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, il est proposé de diminuer de moitié le montant de la souscription pour abonnement, qui serait ainsi ramenée, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve l'ensemble de ces propositions.

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT expose que, sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. COURTIER, Sénateur Conseiller ~~à l'Etat~~ National, un centre de séchage des fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux. La mise en route de cette organisation, qui

.....

fonctionnerait dans le cadre coopératif, nécessite un capital/^{initial}de 100.000 fr pour la constitution duquel l'aide financière de la S.N.C.F. a été sollicitée. Cette oeuvre a déjà reçu différents concours et notamment une subvention de 40.000 fr. du Secours National. En raison des services qu'elle est susceptible de rendre aux agents en résidence dans la région, il est proposé de lui accorder une subvention exceptionnelle de 6.000 fr.

Le Conseil approuve cette proposition.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation budgétaire telle qu'elle ressort des résultats approximatifs au 31 août 1942.

Dans son ensemble, l'exécution du budget d'exploitation demeure dans le cadre des prévisions. Sans doute, les résultats acquis au 31 août laissent-ils apparaître un certain excédent des recettes sur les dépenses, mais cet excédent ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, les dépenses ne comprennent pas celles afférentes au dernier relèvement des traitements, qui n'ont été payées qu'à partir du mois de septembre et il convient de tenir compte, en outre, de ce que les dépenses du dernier trimestre sont toujours sensiblement plus élevées que celles des trimestres précédents.

Quant aux dépenses du budget d'établissement, elles sont très sensiblement inférieures aux prévisions, les programmes de travaux ayant dû, en raison des circonstances, être considérablement ralentis.

La séance est levée à 10 heures 50.

Adoption
du P. V.Question I. Adoption du P. V.

Sur la proposition de M. le Président, le Procès-Verbal de la séance du 14 Octobre 1942 est adopté.

Comptes
rendusQuestion II. Comptes rendus10) Trafic, recettes, mouvement, etc..

M. le Bureauis rend compte de l'évolution du trafic et des recettes

M. le Président tient le Conseil au courant de l'état des stocks de combustibles et de la situation du ^{materiel et} parc de matériel roulant et ~~moteurs~~

M. Aubert rend compte des incidents qui ont marqué la circulation

11) Tresorerie

M. Filippi expose la situation de trésorerie

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 24 juin 1942

- Questions diverses -

STA - FTD

Par

copie.

Conseil d'Administration

Séance du 21 oct. 1942

Notes de Séance

1er à M. le Président Fournier
1er à M. Le Belmerais
1er à M. le D^r Rapt.
1er à M. Filippi
1er à M. Clotet
2er à M. Dhuelhei

le 9 nov. 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHASSEURS DE FAY FRANÇAIS

Conseil d'administration

Séance du 31 octobre 1948

NOTES DE SÉANCE

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPRET, Vice-président
LAURENT-ATHALIN, Vice-président

BOUTET
BAYARD
DEVINAT
FREDAULT
GATTES
LIUS
de TONDE
TIRARD
ZOFFREY

Assistent à la séance : M.M. LE BERNERDAYS, Directeur Général
BERTHELOT, Directeur Général adjoint
FILIPEI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. BENU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

M. LE PRÉSIDENT.- Le Procès-Verbal de la dernière séance
appelle-t-il des observations ? Il est adopté.

Comptes rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

A.- Trafic de la 41ème semaine.-

M. LE PRÉSIDENT.- Le trafic-marchandises de la semaine dernière a été supérieur à celui des semaines précédentes, mais l'augmentation constatée intéresse uniquement les transports militaires qui sont passés de 46.012 wagons à 49.686. Les transports commerciaux sont restés sensiblement les mêmes : 177.377, contre 177.706, soit une différence insignifiante de 0,1 %. Cette constance du trafic commercial tient à l'utilisation au maximum du matériel dont nous disposons.

Le trafic des combustibles n'a marqué aucun changement sur celui de la semaine précédente. La moyenne journalière des chargements dans le Nord et le Pas-de-Calais est passée de 48.049 T. à 48.371 T.

Le transport des engrais et celui des produits métallurgiques ont nettement reculé. Il en a été de même en ce qui concerne le trafic des fruits et légumes, même en provenance de l'Afrique du Nord; la campagne des primeurs d'Algérie qui paraissait s'amorcer ne s'est pas maintenue.

Les autres trafics intéressants : ceux de céréales, de vins, de bestiaux et de minerais sont restés stationnaires.

Mais deux trafics particuliers ont pris une ampleur considérable, celui des betteraves et celui des pommes de terre.

M. LE PRÉSIDENT.- Le transport des pommes de terre, pour la constitution des stocks familiaux, pose actuellement des questions graves. Le nombre de sacs arrivent à Paris pour être livrés à domicile dépasse actuellement 10.000 par jour et nous ne pouvons pas en assurer l'écoulement rapide. Le problème est beaucoup plus un problème de camionnage qu'un problème de chemin de fer, car nous arrivons encore à faire face aux transports proprement dits. Nous

catégorie comprend, en premier lieu, les transports militaires, puis les transports essentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La même catégorie comprend les expéditions effectuées en vertu de programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques allemands et les transports économiques français. Viennent en troisième catégorie les transports commerciaux bénéficiant d'une priorité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire. Les marchandises non classées dans ces différentes catégories ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires effectués et s'il reste des wagons disponibles.

Or, actuellement, notre parc de tombereaux s'est avéré insuffisant pour assurer la totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient classées parmi les programmes temporaires, mais à un rang tel qu'elles se trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité des transports, mais transporter seulement 30 à 35 % des betteraves livrées au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque sucrerie, mais une sucrerie ne fonctionne normalement que si elle a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75 % de sa production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes de betteraves et une augmentation importante de la consommation en charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations menées à ce sujet par le Secrétaire d'Etat aux Communications, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande. Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car

.....

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1948.-

M. LE PRÉSIDENT. - On vous a distribué le note relative à la situation budgétaire au 31 août 1948. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.

a) Budget d'exploitation.-

1°) Conditions générales d'exploitation.

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 96 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisqu'au mois d'août 1946 nous étions à 86, en janvier 1947 à 88, en mai à 93, en juin à 94.

En ce qui concerne les wagons chargés, la moyenne journalière est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 30.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.326 fr au mois de mars, 1.326 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.141 fr, soit une augmentation de 16 %.

Les parcours des trains sont naturellement en forte diminution (6 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 9,9 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont fonction des parcours des trains. En août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut remorqué est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 82.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 82.392. Le charge moyenne des trains a donc été beaucoup plus élevée.

Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 82 en 1939, est passé à 203 en 1941 et à 304 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 30%. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

Nos effectifs au 31 juillet s'élevaient à 404.734 agents, soit une diminution de 10.390 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les services : 108 pour l'Administration Générale, 2.368 pour l'Exploitation, 2.748 pour la Traction, 4.986 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.532, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 39.024 à 45.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents permanents ces dernières années mais que, probablement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut également tenir compte du fait que nous avons encore 10.455 prisonniers dont nous devons réserver la place. Par ailleurs, il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 20.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

Au cours du mois d'août, on a enregistré 307 révocations, radiations et licenciements, soit 273 pour vols dans l'enceinte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.346 au cours du mois de juillet, soit 382 agents permanents, 116 auxiliaires et 849 personnes étrangères au Chemin de fer.

2°) Recettes.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M.6.

Les recettes du trafic sont de 12.635 M.2, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3%, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.360 M. au lieu de 4.322 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8%.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petites tites colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4%, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 45,3%, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4%.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 12 M. 1/2 en janvier, 13 M. 1 en février, 15 M. 8 en mars, 15 M. 7 en avril, 19 M. 3 en mai, 19 M. 2 en juin, 25 M. 1 en juillet et 28 M. 4 en août, tandis que les recettes marchandises restent stables aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 112 M. La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 399 M. 4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 330 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

5°) Dépenses.

Les dépenses se sont élevées à 13.352 M. 1. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 305 M. 1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 60 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

Les charges patronales, elles, sont en légère augmentation de 3 M.F., par suite de l'accroissement des cotisations versées à la Caisse de Prévoyance, ainsi que des secours et allocations diverses pour l'attribution desquels j'ai prescrit qu'on se montre plus large de façon à réduire les appels au Secours National.

Les contributions sont en augmentation par suite de la hausse du trafic.

Les pertes, avaries et retards sont également en légère majoration de 7 M.F., à 243 M.F., alors que les prévisions étaient de 236 M. Les vols se maintiennent au même niveau.

Les dépenses de combustibles sont en diminution de 58 M.F., d'abord parce que les parcours sont plus faibles, ensuite parce que la dépense kilométrique est plus réduite à la fois parce que le prix du charbon est moins élevé que nous ne l'avions prévu et parce que la consommation unitaire au km est plus faible. Au mois d'août 1942, la dépense moyenne par km-machine a été de 8 fr 88, alors que l'on avait prévu une dépense de 7 fr 74.

Les travaux à l'entreprise et d'industrie privée sont en légère augmentation de 48 M.F. En réalité, la majoration porte surtout sur les dépenses de guerre par suite de la prise en compte, dans les dépenses d'exploitation, du coût de certains travaux de reconstruction. Pour les travaux courants, malgré la diminution de la main-d'oeuvre et l'insuffisance des matières, les dépenses atteignent encore un niveau élevé provenant de ce que l'entretien courant est poussé d'une façon très active pour compenser l'insuffisance des grosses réparations et des renouvellements de voies.

Les dépenses pour matières et divers sont en diminution de 142 M.F. qui provient uniquement des difficultés d'approvisionnement.

La provision pour travaux différés et le fonds de renouvellement n'appellent naturellement aucune observation à cette époque de l'année.

6 autorails Michelin, nous en avons reçu 5 et sur 10 locomotives électriques BBK, nous n'en avons reçu que 5.

En ce qui concerne le Programme quinquennal, sur 1.000 wagons à primeurs P.A.B.U., nous en avons reçu, à l'heure actuelle, 440; sur 2.000 wagons tombereaux, nous en avons reçu 1.930, c'est-à-dire que la livraison est presque terminée; sur 5.000 wagons couverts, nous n'en avons reçu que 1.401; sur 120 locomotives 141-P, nous n'en avons reçu encore que 11.

En ce qui concerne, enfin, le Programme spécial d'équipement, sur 40 locomotives à vapeur 150-P, nous en avons reçu 3.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

La séance est levée à 10 heures 00.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

Séance du 31 octobre 1943

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GRIMPEZ, Vice-Président
LAURENT-ETHELIN, Vice-Président

BOUDET
BATHIS
BEVIN
BERGUE
CATTIN
LIARD
de TARDY
TIRARD
ZAFFREY

Assistent à la séance : M.M. LE BARRON, Directeur Général
BARTHÉLEMY, Directeur Général adjoint
FILLIPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. BAREU, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.-

QUESTION I - Adoption du Procès-Verbal.-

M. LE PRÉSIDENT. - Le Procès-Verbal de la dernière séance
appelle-t-il des observations ? Il est adopté.

Comptes rendus.-

QUESTION II - Comptes rendus.-

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

A.- Trafic de la 41ème semaine.-

M. LE DIRECTEUR..- Le trafic-marchandises de la semaine dernière a été supérieur à celui des semaines précédentes, mais l'augmentation constatée intéresse uniquement les transports militaires qui sont passés de 22.012 wagons à 23.683. Les transports commerciaux sont restés sensiblement les mêmes : 177.377, contre 177.706, soit une différence insignifiante de 0,1 %. Cette constance du trafic commercial tient à l'utilisation au maximum du matériel dont nous disposons.

Le trafic des combustibles n'a marqué aucun changement sur celui de la semaine précédente. La moyenne journalière des chargements dans le Nord et le Pas-de-Calais est passée de 48.040 T. à 48.591 T.

Le transport des engrais et celui des produits métallurgiques ont nettement reculé. Il en a été de même en ce qui concerne le trafic des fruits et légumes, même en provenance de l'Afrique du Nord; la campagne des primeurs d'Algérie qui paraissait s'amorcer ne s'est pas maintenue.

Les autres trafics intéressants : ceux de céréales, de vins, de bestiaux et de minerais sont restés stationnaires.

Mais deux trafics particuliers ont pris une ampleur considérable, celui des betteraves et celui des pommes de terre.

M. LE VICE-PRÉSIDENT..- Le transport des pommes de terre, pour la constitution des stocks familiaux, pose actuellement des questions graves. Le nombre de sacs arrivant à Paris pour être livrés à domicile dépasse actuellement 10.000 par jour et nous ne pouvons pas en assurer l'écoulement rapide. Le problème est beaucoup plus un problème de camionnage qu'un problème de chemin de fer; car nous arrivons encore à faire face aux transports proprement dits. Nous

catégorie comprend, en premier lieu, les transports militaires, puis les transports essentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La même catégorie comprend les expéditions effectuées en vertu de programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques allemands et les transports économiques français. Viennent en troisième catégorie les transports commerciaux bénéficiant d'une priorité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire. Les marchandises non classées dans ces différentes catégories ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires effectués et s'il reste des wagons disponibles.

Or, actuellement, notre parc de tombereaux s'est avéré insuffisant pour assurer la totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient classées parmi les programmes temporaires, mais à un rang tel qu'elles se trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité des transports, mais transporter seulement 30 à 35 % des betteraves livrées au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque sucrerie, mais une sucrerie ne fonctionne normalement que si elle a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75 % de sa production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes de betteraves et une augmentation importante de la consommation en charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations menées à ce sujet par le Secrétariat d'Etat aux Communications, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande. Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car

nous avons donné nos ordres pour que les tombereaux des Régions Nord, Sud-Est et Sud-Ouest soient dirigés immédiatement vers la Région Nord ; ces mouvements seront vraisemblablement achevés à la fin de cette semaine, mais il y a déjà une amélioration très nette dans le transport des voitures.

Il est à craindre, cependant, que nous ne rencontrions certaines difficultés pour l'application de la décision ainsi prise, mais elle n'a pas un caractère officiel.

Le mouvement de voyageurs continue à s'accroître. Le nombre des voyageurs de grandes lignes arrivant à Paris est en diminution de 13,2 % par rapport à la semaine précédente. Celui des voyageurs partant de Paris est également en baisse de 3,5 %. L'augmentation des tarifs voyageurs est entrée en vigueur le 15 octobre, mais il n'est pas encore possible d'en mesurer les répercussions sur le trafic car, à cette époque de l'année, le mouvement voyageurs fléchit toujours. A priori, l'influence de la majoration des tarifs sur le trafic ne semble pas devoir être appréciable.

B. - Recettes de la même semaine. -

Les recettes de la même semaine se sont élevées à 412 M., en diminution de 7,5 % par rapport à la semaine précédente. Cette diminution porte surtout sur les recettes-voyageurs : 172 M. 5 contre 186 M. 4. Elle s'explique par la chute anormale du trafic qui se produit chaque année en début d'octobre.

C. - Anticipation des recettes. -

A. 25 OCTOBRE. - Notre stock de construction a légèrement fléchi. Il est passé de 272.222 T. au 15 octobre à 270.222 T. au 15 octobre et représente actuellement 12,8 jours de construction.

En nous non occupés, le stock s'élève à 22.222 T. contre 22.722 au 15 octobre et correspond à 11,9 jours.

B.- Situation du parc de matériel.-

B. 1. Matériel prend compte de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

C.- Circulation.-

C. 1. Matériel.- La circulation s'est nettement améliorée et la moyenne des trains ayant eu un retard supérieur à 15 minutes n'est que de 3 environ. Sur deux régions, la pourcentage est de l'ordre de 2 %, seulement. Par conséquent, nous retournons à des pourcentages normaux.

D.- Production hydroélectrique.-

D. 1. Matériel.- La situation des usines hydroélectriques laisse fort à désirer. Les plaies sont inexistantes aussi bien dans la région Central que dans les Pyrénées, de sorte que la réserve de nos lacs qui, pendant les 2 dernières semaines, était remontée de 40 à 41 M. de kWh est retombée à 35 ou 37 M. de kWh.

D'après les renseignements, en date du 3 octobre au matin, les plaies ont repris dans la région Central et ont entraîné une augmentation du débit à l'usine de Barèges.

E.- Trésorerie.-

E. 1. Matériel.- Pendant la période du 11 au 17 octobre, nous avons encaissé quelques recettes arriérées, 52 M. 5 au titre des transports militaires français et 70 M. 5 au titre de la défense passive. Dans l'ensemble, nos encaissements ont dépassé nos dépenses de 110 M., de telle sorte que nos disponibilités au Trésor Public dépassent 7,350 M. Nos prévisions pour la fin du mois ont été modifiées en conséquence de nos disponibilités au 17 octobre qui ont été élevées à 150 M. de plus que la semaine dernière ; cette

augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et, à concurrence de 30 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos provisions font toujours état d'un échet de 10 %.

Marchés et
Commandes.-

QUESTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'œuvre
"La Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'œuvre "La
Santé de la Famille".-

M. LE PRÉSIDENT.- La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'œuvre par les anciens Régimes et, d'autre part, de fixer, pour 1948, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Régimes avaient consenti une avance de 130.000 fr pour aménager à Châtres un parc de sports. Cette somme était remboursable en 10 annuités. L'œuvre "La Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 13.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette.

Au cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette remise totale de dette ne se trouvait pas

justifiée, que, sans doute, les travaux entrepris par le S.S.C.F. en gare d'chères avaient sensiblement dépassé la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 22.500 fr. Comme nous avons déjà donné, l'année dernière, une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 22.000 fr.

D'autre part, le S.S.C.F. représenterait pour une valeur de 75.000 fr la maison qui avait été édifiée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.S.C.F. une somme de 30.500 fr qui serait réglée en 2 annuités de 3.000 fr et une de 3.500 fr, la première étant versée dès cette année et imputée sur le montant de la subvention allouée à l'œuvre.

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention au chiffre de 25.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande, les frais généraux de l'œuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 3 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 8.700. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.035 en 1940 et est remonté à 4.540 en 1942. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'œuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 149.000 fr elles sont destinées à mener une action plus active, le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise ou que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront plus faciles entre les deux zones.

D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'œuvre. Ce Journal était autrefois mensuel, et la S.S.C.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.500 fr. Ce Journal ne paraissant plus actuellement que tous les deux mois, cette allocation serait réduite de moitié et ramené ainsi, pour 1943, à 3.500 fr.

Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerions ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'œuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

QUESTION II - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRÉSIDENT.- Je vous propose d'allouer une subvention de 6.000 fr à une organisation en voie de formation à Meaux en vue de la déshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux. C'est une œuvre qui a été créée dans le cadre coopératif et qui est due à l'initiative de M. COURTIER, Sénateur, Conseiller National. Elle cherche à réunir un capital de 100.000 fr pour acheter des appareils et aménager des locaux. Elle a déjà recueilli des concours importants. Le Secours National a versé 40.000 fr. La Compagnie d'Electricité du Nord-Est Parisien est inscrite pour 15.000 fr ; la S.I.A.M.W.A. sucrerie, pour 15.000 fr et la Moutonnière d'Ile-de-France pour 10.000 fr.

Il est demandé à la C.N.C.F. une subvention de 6.000 fr. Le concours que nous apporterions serait assez intéressant pour nos agents de la région de Meaux qui pourraient profiter de cette installation pour faire sécher les légumes et les fruits destinés ^à la consommation familiale.

Je vous propose, par conséquent, d'accorder cette subvention de 6.000 fr, étant entendu qu'il s'agit d'une somme une fois versée et non d'une cotisation annuelle.

Le Conseil approuve l'octroi de cette subvention.

Questions
diverses.

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1948.-

M. LE PRÉSIDENT. - On vous a distribué la note relative à la situation budgétaire au 31 août 1948. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.

a) Budget d'exploitation.-

1°) Conditions générales d'exploitation.

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 96 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisque ce mois d'août 1948 nous étions à 86, en janvier 1948 à 80, en mai à 88, en juin à 90.

En ce qui concerne les wagons chargés, la moyenne journalière est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 39.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.385 fr au mois de mars, 1.386 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.161 fr, soit une augmentation de 18 %.

Les parcours des trains sont naturellement en forte diminution (4 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 9,8 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont fonction des parcours des trains. Au août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut remorqué est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 32.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 32.398. La charge moyenne des trains a donc été beaucoup plus élevée.

Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 62 en 1939, est passé à 201 en 1941 et à 301 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 50%. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

Nos effectifs au 31 juillet s'élevaient à 494.734 agents, soit une diminution de 10.590 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les services : 125 pour l'Administration Générale, 2.568 pour l'Exploitation, 2.700 pour la Traction, 4.926 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.552, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 28.034 à 42.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents nous allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, permanents ces dernières années mais que, probablement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut également tenir compte du fait que nous avons encore 12.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Par ailleurs, il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 22.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

.....

Au cours du mois d'août, on a enregistré 367 révocations, radiations et licenciements, soit 173 pour vols dans l'enceinte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.346 au cours du mois de juillet, soit 358 agents permanents, 113 auxiliaires et 875 personnes étrangères au Chemin de fer.

2°) Recettes.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.591 M.6.

Les recettes du trafic sont de 18.625 M.8, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3%, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.860 M. au lieu de 4.332 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8%.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4%, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 25,8%, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4%.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 13 M. 1/2 en janvier, 13 M.1 en février, 15 M.3 en mars, 15 M.7 en avril, 19 M.3 en mai, 19 M.9 en juin, 23 M.1 en juillet et 25 M.4 en août, tandis que les recettes marchandises restent étalées aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 3 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 329 M.4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 330 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

3°) Dépenses.

Les dépenses se sont élevées à 15.86M M. l. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 300 M.1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 80 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

.....

4°) Conclusion.

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.838 M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.639 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes font état d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Établissement.

Les dépenses du Compte d'Établissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.199 M., y compris la variation des approvisionnements, soit 313 M. Les travaux proprement dits ne dépassent donc pas 887 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.005 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 2 milliards.

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F.A.S.U. nous ont été livrés; sur 300 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 15; sur 10 locomotives électriques de butte, aucune n'a encore été livrée; les 10 locomotives 150-P ont été toutes livrées, ainsi que les 22 locomotives 150-P et les 30 tenders; sur 3 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur

6 autorails Michelin, nous en avons reçu 5 et sur 10 locomotives électriques EDE, nous n'en avons reçu que 3.

En ce qui concerne le Programme quinquennal, sur 1.000 wagons à primeurs P.A.S.U., nous en avons reçu, à l'heure actuelle, 440; sur 2.000 wagons lembereaux, nous en avons reçu 1.930, c'est-à-dire que la livraison est presque terminée; sur 5.000 wagons couverts, nous n'en avons reçu que 1.401; sur 130 locomotives 141-P, nous n'en avons reçu encore que 11.

En ce qui concerne, enfin, le Programme spécial d'équipement, sur 40 locomotives à vapeur 150-P, nous en avons reçu 3.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

La séance est levée à 10 heures 30.

categorie comprend, en premier lieu, les transports militaires, puis les transports essentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La 2^eme categorie comprend les expéditions effectuées en vertu de programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques allemands et les transports économiques français. Viennent en troisième categorie les transports commerciaux bénéficiant d'une priorité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire. Les marchandises non classées dans ces différentes catégories ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires effectués et s'il reste des wagons disponibles.

Or, actuellement, notre pare de betteraves s'est avéré insuffisant pour assurer la totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient classées parmi les programmes temporaires, mais à un rang tel qu'elles ne trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité des transports, mais transporter seulement 50 à 55 % des betteraves livrées au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque sucrerie, mais une sucrerie ne fonctionne normalement que si elle a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75 % de sa production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes de betteraves et une augmentation importante de la consommation en charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations menées à ce sujet par le Secrétariat d'Etat aux Communications, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande. Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car

.....

augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et, à concurrence de 30 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos provisions font toujours état d'un déficit de 10 %.

Marchés et
Commissions.-

QUESTION III - Marchés et Commissions.-

" "

Service
Commercial.-

QUESTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

QUESTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'œuvre
"Le Santé de la Famille".-

QUESTION VI - Subvention à l'œuvre "Le
Santé de la Famille".-

R. LAMBERT. - La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'œuvre par les anciens Mineurs et, d'autre part, de fixer, pour 1947, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Mineurs avaient consenti une avance de 120.000 fr pour aider à rentrer en piste de sports. Cette somme était remboursable en 10 annuités. L'œuvre "Le Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 12.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette.

En cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette somme totale de dette ne se trouvait pas

justifiées, que, sans doute, les travaux entrepris par le S.M.F.F. en gare d'achèvements avaient sensiblement dépassé la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 35.000 fr. Comme nous avons déjà donné, l'année dernière, une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 25.000 fr.

D'autre part, le S.M.F.F. reprendrait pour une valeur de 75.000 fr la maison qui avait été édifiée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.M.F.F. une somme de 30.000 fr qui serait réglée en 3 annuités de 10.000 fr et une de 5.000 fr, la première étant versée dès cette année et imputée sur le montant de la subvention allouée à l'œuvre.

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention au chiffre de 25.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande, les frais généraux de l'œuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 2 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 5.750. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.045 en 1940 et est remonté à 4.540 en 1943. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'œuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 143.000 fr. Elles sont destinées à mener une action plus active, le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise ou que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront plus faciles entre les deux zones.

D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'œuvre. Ce journal paraît quatre fois mensuel, et la S.M.F.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.500 fr. Ce journal ne paraissant plus actuellement que tous les deux mois, cette allocation serait réduite de moitié et ramené ainsi, pour 1944, à 3.500 fr.

Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerons ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'œuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

Subvention au Centre
de séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

PROPOSITION III - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRÉSIDENT. - On vous propose d'allouer une subvention de 5.000 fr à une organisation en voie de formation à Meaux en vue de la déshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux. C'est une œuvre qui a été créée dans le cadre coopératif et est due à l'initiative de M. COMTESSIER, Sénateur, Conseiller National. Elle cherche à réunir un capital de 100.000 fr pour acheter des appareils et aménager des locaux. Elle a déjà recueilli des concours importants. Le Secours National a versé 40.000 fr. La Compagnie d'Electricité du Nord-Est Parisien est inscrite pour 15.000 fr ; la S.I.E.S.M. suzeraine, pour 15.000 fr et le Département d'Ile-de-France pour 10.000 fr.

Il est demandé à la S.I.E.S.M. une subvention de 5.000 fr. Le concours que nous apporterions serait assez intéressant pour nos agents de la région de Meaux qui pourraient profiter de cette installation pour faire sécher les légumes et les fruits destinés ^à la consommation familiale.

Je vous propose, par conséquent, d'accorder cette subvention de 5.000 fr, étant entendu qu'il s'agit d'une somme une fois versée et non d'une cotisation annuelle.

Le Conseil approuve l'accord de cette subvention.

.....

Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 63 en 1939, est passé à 203 en 1941 et à 304 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 50%. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

Nos effectifs au 31 juillet s'élevaient à 404.734 agents, soit une diminution de 10.500 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les services : 103 pour l'Administration Générale, 3.368 pour l'Exploitation, 2.753 pour la Traction, 4.286 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.252, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 39.004 à 41.173. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents permanents des dernières années mais que, ~~probablement,~~ ^{nous ne} étant donné nous ne allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut également tenir compte du fait que nous avons encore 12.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Par ailleurs, il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 12.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

Au cours du mois d'août, on a enregistré 887 révocations, radiations et licenciements, soit 273 pour vols dans l'espace du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.344 au cours du mois de juillet, soit 362 agents permanents, 115 auxiliaires et 867 personnes étrangères au Chemin de fer.

2°) Recettes.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M.6.

Les recettes du trafic sont de 12.655 M.2, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3%, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.660 M. au lieu de 4.392 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8%.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4%, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 23,5%, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,6%.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 12 M. 1/2 en janvier, 13 M.1 en février, 15 M.3 en mars, 16 M.7 en avril, 19 M.3 en mai, 19 M.9 en juin, 23 M.1 en juillet et 28 M.4 en août, tandis que les recettes marchandises restent stables aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 30 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 309 M.4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 330 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

3°) Dépenses.

Les dépenses se sont élevées à 15.363 M. l. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 306 M.1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 60 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

.....

4°) Conclusion.

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.858 M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.632 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes font état d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Établissement.

Les dépenses du Compte d'Établissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.187 M., y compris la variation des approvisionnements, soit 318 M. Les travaux proprement dits ne dépassent donc pas 869 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.000 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 3 milliards.

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F...S.U. nous ont été livrés; sur 200 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 12; sur 10 locomotives électriques de butte, aucune n'a encore été livrée; les 10 locomotives 150-P ont été toutes livrées, ainsi que les 25 locomotives 150-P et les 30 tenders; sur 3 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur

avons essayé d'obtenir dans la région parisienne les moyens de camionnage nécessaires pour effectuer les livraisons en même temps que nous faisons stopper les expéditions en province afin d'éviter l'embouteillage des gares de Paris. Malheureusement, les retards dans les livraisons sont assez importants. Les 1000 tonnes sont restées en attente sur la Région Ouest, la moitié environ sur le Sud-Ouest.

M. LE PRÉSIDENT - Les difficultés que nous rencontrons pour livrer les tonnes de terre qui sont remises en sacs et qui constituent des envois individuels, - difficultés qui, à Paris, se traduisent, à l'heure actuelle, par 3 jours de retard environ, - sont au moins aussi grandes que ce qui concerne les expéditions par wagons complets. C'est ainsi qu'à la gare de Vanvres, les déchargements sont en retard de près de 3 jours. Les raisons sont les mêmes : insuffisance des moyens de camionnage. Il faudrait, pour arriver à une solution aussi satisfaisante, du moins acceptable, au problème, que cette question de camionnage soit réglée de façon à établir une coordination entre les services de transports automobiles. Il faudrait que le service de camionnage à Paris assure la répartition des camions entre les divers intéressés pour éviter une anarchie préjudiciable à tout le monde.

M. LEBLANC - Cette répartition est à l'étude.

M. LE PRÉSIDENT - Quel rôle il en fait, pour personnes obligées d'attendre aux expéditions de tonnes de terre par wagons les mesures prises pour freiner les envois individuels par sacs, c'est-à-dire ralentir le rythme des acceptations de ces expéditions, car les moyens de camionnage dans Paris, déjà insuffisants, le seront encore plus dans quelques temps et on fait appel, comme il se fait d'habitude, aux trois secteurs de la région de Paris, pour assurer le camionnage des betteraves.

Cette dernière campagne se présente de la manière suivante. Vous savez que les marchandises sont classées en catégories dépendant du droit de priorité pour le transport : la première

cette catégorie comprend, en premier lieu, les transports militaires, puis les transports essentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La même catégorie comprend les expéditions effectuées en vertu de programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques allemands et les transports économiques français. Viennent en troisième catégorie les transports commerciaux bénéficiant d'une priorité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire. Les marchandises non classées dans ces différentes catégories ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires effectués et s'il reste des wagons disponibles.

Or, actuellement, notre parc de betteraves s'est avéré insuffisant pour assurer la totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient classées parai les programmes temporaires, mais à un rang tel qu'elles se trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité des transports, mais transporter seulement 30 à 35 % des betteraves livrées au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque sucrerie, mais une sucrerie ne fonctionne normalement que si elle a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75 % de sa production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes de betteraves et une augmentation importante de la consommation en charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations menées à ce sujet par le Secrétariat d'Etat aux Communications, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande. Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car

.....

D.- Situation du parc de matériel.-

D. LE COMMISSAIRE rend compte de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

E.- Circulation.-

E. LE COMMISSAIRE.- La circulation s'est notablement améliorée et le moyenn des trains ayant eu un retard supérieur à 15 minutes n'est que de 3 à 4 environ. Sur deux régions, le pourcentage est de l'ordre de 5 à 6 seulement. Par conséquent, nous retombons à des pourcentages normaux.

F.- Production hydroélectrique.-

F. LE COMMISSAIRE.- La situation des usines hydroélectriques laisse fort à désirer. Les pluies sont inexistantes aussi bien dans le Massif-Central que dans les Pyrénées, de sorte que la réserve de nos lacs qui, pendant les 3 dernières semaines, était remontée de 49 à 51 M. de kWh est retombée à 36 ou 37 M. de kWh.

D'après les renseignements, en date du 10 octobre au matin, les pluies ont repris dans le Massif-Central et ont entraîné une augmentation de débit à l'usine de Barèges.

G.- Trésorerie.-

G. LE COMMISSAIRE.- Pendant la période du 11 au 17 octobre, nous avons encaissé quelques recettes arriérées, 53 M. 9 au titre des transports militaires français et 25 M. 3 au titre de la dette passive. Dans l'ensemble, nos encaissements ont dépassé nos décaissements de 210 M., de telle sorte que nos disponibilités au Trésor Public dépassent 7.500 M. Nos prévisions pour le fin de mois ont été modifiées en conséquence et nos disponibilités au 31 octobre ont été évaluées à 100 M. de plus que la semaine dernière ; cette

augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et, à concurrence de 20 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos provisions sont toujours restées à un niveau de 15 p.

Marchés et
Commandes.-

SECTION III - Marchés et Commandes.-

" "

Service
Commercial.-

SECTION IV - Service Commercial.-

" "

Projets.-

SECTION V - Projets.-

" "

Subvention à l'œuvre
"La Santé de la Famille".-

SECTION VI - Subvention à l'œuvre "La
Santé de la Famille".-

5. LE PRÉSENT. - La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'œuvre par les anciens Bénévoles et, d'autre part, de fixer, pour 1955, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Bénévoles avaient consenti une avance de 120.000 fr pour aider à réaliser un parc de sports. Cette somme était remboursable en 10 annuités. L'œuvre "La Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 19.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette.

En cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette somme totale de dette ne se trouvait pas

Questions
diverses.

Questions diverses.

Situation budgétaire au 31 août 1948.

M. LE PRÉSIDENT. - On vous a distribué la note relative à la situation budgétaire au 31 août 1948. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.

a) Budget d'exploitation.

1°) Conditions générales d'exploitation.

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 95 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisque au mois d'août 1947 nous étions à 88, en janvier 1948 à 90, en mai à 93, en juin à 95.

En ce qui concerne les wagons chargés, le moyennage journalier est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 30.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.335 fr au mois de mars, 1.334 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.191 fr, soit une augmentation de 12 %.

Les parcours des trains sont matériellement en forte diminution (3 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 2,9 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont fonction des parcours des trains. En août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut enregistré est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 83.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 83.382. La charge moyenne des trains a donc été beaucoup plus élevée.

Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 82 en 1939, est passé à 262 en 1941 et à 301 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 36%. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

Nos effectifs au 31 juillet s'élevaient à 404.734 agents, soit une diminution de 10.590 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les services : 185 pour l'Administration Générale, 2.368 pour l'exploitation, 2.768 pour la Traction, 4.926 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.852, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 38.034 à 42.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents nous allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, permanents ces dernières années mais que, probablement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut également tenir compte du fait que nous avons encore 12.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Par ailleurs, il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 22.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

.....

Au cours du mois d'août, on a enregistré 367 révocations, radiations et licenciements, soit 273 pour vols dans l'assainte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.343 au cours du mois de juillet, soit 368 agents permanents, 113 auxiliaires et 862 personnes étrangères au Chemin de fer.

2°) Recettes.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M.S.

Les recettes du trafic sont de 12.535 M.S., ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3%, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.660 M. au lieu de 4.392 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 122 M., soit 1,8%.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la constance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 70 à 75 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des menutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4%, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 45,8%, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4%.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 18 M. 1/2 en janvier, 18 M.1 en février, 18 M.8 en mars, 18 M.9 en avril, 19 M.5 en mai, 19 M.9 en juin, 20 M.1 en juillet et 20 M.4 en août, tandis que les recettes marchandises restent stables aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La relevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 399 M.4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 350 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

3°) Dépenses.

Les dépenses se sont élevées à 13.863 M. 1. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 300 M.1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 80 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

Les charges patronales, elles, sont en légère augmentation de 3 M.F., par suite de l'accroissement des cotisations versées à la Caisse de Prévoyance, ainsi que des secours et allocations diverses pour l'attribution desquels j'ai prescrit qu'on se montre plus large de façon à réduire les appels au Secours National.

Les contributions sont en augmentation par suite de la hausse du trafic.

Les pertes, avaries et retards sont également en légère majoration de 7 M.F., à 243 M.F., alors que les provisions étaient de 236 M.F. Les vols se situent au même niveau.

Les dépenses de combustibles sont en diminution de 38 M.F., d'abord parce que les parcours sont plus faibles, ensuite parce que la dépense kilométrique est plus réduite à la fois parce que le prix du charbon est moins élevé que nous ne l'avions prévu et parce que la consommation unitaire au km est plus faible. Au mois d'août 1948, la dépense moyenne par km-machine a été de 4 fr 83, alors que l'on avait prévu une dépense de 7 fr 74.

Les travaux à l'entreprise et d'industrie privée sont en légère augmentation de 42 M.F. En réalité, la majoration porte surtout sur les dépenses de guerre par suite de la prise en compte, dans les dépenses d'exploitation, du coût de certains travaux de reconstruction. Pour les travaux courants, malgré la diminution de la main-d'œuvre et l'insuffisance des matières, les dépenses atteignent encore un niveau élevé provenant de ce que l'entretien courant est poussé d'une façon très active pour compenser l'insuffisance des grosses réparations et des renouvellements de voies.

Les dépenses pour matières et divers sont en diminution de 142 M.F. qui provient uniquement des difficultés d'approvisionnement.

La provision pour travaux différés et le fonds de renouvellement n'appellent naturellement aucune observation à cette époque de l'année.

4°) Conclusion.

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.862 M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.637 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet, ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes ont été d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Établissement.

Les dépenses du Compte d'Établissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.152 M., y compris la variation des approvisionnements, soit 312 M. Les travaux proprement dits ne dépassent donc pas 840 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.000 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 2 milliards.

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F.A.S.U. nous ont été livrés; sur 300 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 10; sur 10 locomotives électriques de butte, aucune n'a encore été livrée; les 10 locomotives 150-F ont été toutes livrées, ainsi que les 25 locomotives 150-P et les 20 tenders; sur 5 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur

Conseil d'administration

Séance du 21 octobre 1948

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. Fournier, Président.

Sont présents : M.M. Fournier, Président
Grimbert, Vice-Président
Lourant-Ethelin, Vice-Président

BOUTET
DAYRIS
DEVINAT
FREDOLT
GUYTON
LIARD
de TARDY
VIRARD
ZAPPALÀ

Assistent à la séance : M.M. Le Gennep, Directeur Général
Bertinot, Directeur Général adjoint
Filioli, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. BENOÎT, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.

ORDRE DU JOUR I - Adoption du Procès-Verbal.

M. LE PRÉSIDENT.- Le Procès-Verbal de la dernière séance
appelle-t-il des observations ? Il est adopté.

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

A.- Trafic de la 41ème semaine.

M. LE BESNERAIS.- Le trafic-marchandises de la semaine dernière a été supérieur à celui des semaines précédentes, mais l'augmentation constatée intéresse uniquement les transports militaires qui sont passés de 46.012 wagons à 49.688. Les transports commerciaux sont restés sensiblement les mêmes : 177.377, contre 177.706, soit une différence insignifiante de 0,1%. Cette constance du trafic commercial tient à l'utilisation au maximum du matériel dont nous disposons.

Le trafic des combustibles n'a marqué aucun changement sur celui de la semaine précédente. La moyenne journalière des chargements dans le Nord et le Pas-de-Calais est passée de 48.049 T. à 48.371 T.

Le transport des engrais et celui des produits métallurgiques ont nettement reculé. Il en a été de même en ce qui concerne le trafic des fruits et légumes, même en provenance de l'Afrique du Nord; la campagne des primeurs d'Algérie qui paraissait s'amorcer ne s'est pas maintenue.

Les autres trafics intéressants : ceux de céréales, de vins, de bestiaux et de minerais sont restés stationnaires.

Mais deux trafics particuliers ont pris une ampleur considérable, celui des betteraves et celui des pommes de terre.

M. LE PRESIDENT.- Le transport des pommes de terre, pour la constitution des stocks familiaux, pose ^{actuellement} évidemment des questions graves. Le nombre journalier de sacs arrivant à Paris pour être livrés à domicile dépasse ^{aujourd'hui} actuellement 10.000 et nous ne pouvons pas en assurer l'écoulement rapide. Le problème est beaucoup plus un problème de camionnage qu'un problème de chemin de fer,

.....

passive. Dans l'ensemble, nos encaissements ont dépassé nos décaissements de 318 M., de telle sorte que nos disponibilités au Trésor Public dépassent 7.350 M. Nos prévisions pour la fin du mois ont été modifiées en conséquence et nos disponibilités au 31 octobre ont été évaluées à 150 M. de plus que la semaine dernière; cette augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et à concurrence de 30 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos prévisions font toujours état d'un déchet de 10%.

Marchés et Commandes..

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT.- La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'Oeuvre par les anciens Réseaux et, d'autre part, de fixer, pour 1942, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

8 / ~~Exonération~~ En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Réseaux avaient consenti une avance de 150.000 fr pour aménager à Achères un parc de sports. Cette somme était remboursable en 20 annuités. L'Oeuvre "La Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 19.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette. Au cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette remise totale de dette ne se trouvait pas justifiée, que, sans doute, les travaux entrepris par la S.N.C.F. en gare d'Achères avaient sensiblement déprécié la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 32.500 fr. Comme nous avons déjà donné l'année dernière une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 25.000 fr.

D'autre part, la S.N.C.F. reprendrait pour une valeur de 75.000 fr, la maison qui avait été édiflée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.N.C.F. une somme de 30.500 fr qui serait réglée en 9 annuités de 3.000 fr et une de 3.500 fr, la première étant versée dès cette année/

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention ~~xx~~ au chiffre de 35.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande, les frais généraux de l'Oeuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 8 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 8.700. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.025 en 1940 et est remonté à 4.540 en 1942. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'Oeuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 148.000 fr, elles sont destinées à mener une action plus active le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise ou que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront

plus faciles entre les deux zones.

D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'Oeuvre. Ce journal était autrefois mensuel, et la S.N.C.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.200 fr. Ce journal ne paraissant plus actuellement que tous les 2 mois, cette allocation serait par conséquent réduite de moitié et ramenée ainsi, pour 1942, à 3.600 fr.

9 / Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerions ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

.....

.....

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT.- On vous propose d'allouer une subvention de 6.000 fr à une organisation en voie de formation à Meaux en vue de la deshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux. C'est une oeuvre qui a été créée dans le cadre coopératif et est due à l'initiative de M. COURTIER, Sénateur, Conseiller National. Elle cherche à réunir un capital de 100.000 fr pour acheter des appareils et aménager des locaux. Elle a déjà recueilli des concours importants. Le Secours National a versé 40.000 fr. La Compagnie d'Electricité du Nord-Est Parisien est inscrite pour 15.000 fr ; la S.I.A.M.W.A. sucrerie, pour 15.000 fr et la Boutonnière d'Ile-de-France pour 10.000 fr.

Il est demandé à la S.N.C.F. une subvention de 6.000 fr. Le concours que nous apporterions serait assez intéressant pour nos agents de la région de Meaux qui pourraient profiter de cette installation pour faire sécher les légumes et les fruits destinés à la consommation familiale.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ Je vous propose, par conséquent, d'accorder cette subvention de 6.000 fr, étant entendu qu'il s'agit d'une somme une fois versée et non d'une cotisation annuelle.

Le Conseil approuve l'octroi de cette subvention.

10
Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT.- On vous a distribué la note relative à la situation budgétaire du 31 août 1942. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.
.....

.....

a) Budget d'exploitation.-

1°) Condition générale d'exploitation

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 96 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisqu'au mois d'août 1940 nous étions à 46, en janvier 1942 à 80, en mai à 93, en juin à 96.

En ce qui concerne les wagons chargés, la moyenne journalière est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 30.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.326 fr au mois de mars, 1.326 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.141 fr, soit une augmentation de 16 %.

Les parcours des trains sont naturellement en forte diminution (6 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 9,8 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont en fonction des parcours des trains. En août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut remorqué est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 82.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 82.392. Il en résulte que la charge moyenne des trains ^{adonc est} est beaucoup plus élevée. Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 82 en 1939, est passé à 203 en 1941 et à 304 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 50 %. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

.....

Nos effectifs au 31 juillet s'élèvent ^à 404.734 ^{agents,} /soit une diminution de 10.590 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les Services : 185 pour l'Administration Générale, 2.568 pour l'Exploitation, 2.768 pour la Traction, 4.926 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434 ; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.552, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 38.024 à 42.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents permanents ces dernières années ~~mais~~ que, probablement, nous allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut ^{également} ~~évidemment~~ tenir compte ^{du fait} ~~que~~ nous avons encore 18.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Il faut ^{par ailleurs} également ~~tenir compte~~ de ce qu'il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 22.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

12
Au cours du mois d'août, on a enregistré 307 révocations, radiations et licenciements, dont 273 pour vols dans l'enceinte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.346 au cours du mois de juillet, soit 362 agents permanents, 115 auxiliaires et 869 personnes étrangères au Chemin de fer.

.....

2°) Recettes

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M. 6

Les recettes du trafic sont de 12.655 M. 2, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3 %, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.660 M. au lieu de 4.392 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8 %.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4 %, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 45,5 %, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4 %.

13
La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 12 M. 1/2 en janvier, 13 M. 1 en février, 15 M. 8 en mars, 18 M. 7 en avril, 19 M. 5 en mai, 19 M. 9 en juin, 25 M. 1 en juillet et 28 M. 4 en août, tandis que les recettes marchandises restent étales aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

.....

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 399 M. 4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 330 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

3° dépenses

Les dépenses se sont élevées à 15.862 M. 1. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 306 M. 1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 66 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

14 Les charges patronales, elles, sont en légère augmentation de 8 M. 2, par suite de l'accroissement des cotisations versées à la Caisse de Prévoyance, ainsi que des secours et allocations diverses pour l'attribution desquels j'ai prescrit qu'on se montre plus large de façon à réduire les appels au Secours National.

Les contributions sont en augmentation par suite de la hausse du trafic.

Les pertes, avaries et retards sont également en légère majoration de 7 M. 3, à 243 M. 3, alors que les prévisions étaient de 236 M. Les vols se maintiennent au même niveau.

Les dépenses de combustibles sont en diminution de 38 M. 9, d'abord parce que les parcours sont plus faibles, ensuite parce que la dépense kilométrique est plus réduite à la fois parce que le prix du charbon est moins élevé que nous ne l'avions prévu et parce que la consommation unitaire au km est plus faible. Au mois d'août 1942, la dépense moyenne par km-machine a été de 6 fr 85, alors que l'on avait prévu une dépense de 7 fr 74.

Les travaux à l'entreprise et d'industrie privée sont en légère augmentation de 42 M. 1. En réalité, la majoration porte surtout sur les dépenses de guerre par suite de la prise en compte, dans les dépenses d'exploitation, du coût de certains travaux de reconstruction. Pour les travaux courants, malgré la diminution de la main-d'oeuvre et l'insuffisance des matières, les dépenses atteignent encore un niveau élevé provenant de ce que l'entretien courant est poussé d'une façon très active pour compenser l'insuffisance des grosses réparations et des renouvellements de voies.

Les dépenses pour matières et divers sont en diminution de 142 M. 3 qui provient uniquement des difficultés d'approvisionnement.

La provision pour travaux différés et le fonds de renouvellement n'appellent naturellement aucune observation à cette époque de l'année.

15
4) Conclusion

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.862M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.639 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet,

.....

ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes font état d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Etablissement.-

Les dépenses du Compte d'Etablissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.199 M., y compris la variation des approvisionnements, ^{soit} pour 312 M., c'est-à-dire que les travaux proprement dits ne dépassent ^{donc} pas 887 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.085 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 2 milliards. ~~Par conséquent, nos programmes de travaux sont moins importants qu'il n'était prévu~~

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le Programme Quinquennal, sur 1.000 wagons à primeurs F.A.S.U., nous en avons reçu, à l'heure actuelle, 440 ; sur 2.000 wagons tombereaux, nous en avons reçu 1.930, c'est-à-dire que la livraison est presque terminée ; sur 5.000 wagons couverts, nous n'en avons reçu que 1.401 ; sur 120 locomotives 141-P, nous n'en avons reçu encore que 11.

En ce qui concerne ^{ce} le Programme Spécial d'Equipement, sur 40 locomotives à vapeur 150-P, nous en avons reçu 2.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F.A.S.U. nous ont été livrés ; sur 300 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 15 ; sur 10 locomotives

16
électriques de butte, ~~XXXX~~ aucune n'a encore été livrée ; les 10 locomotives 150-P ont été toutes livrées, ainsi que les 25 locomotives 150-P et les 50 tenders ; sur 5 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur 6 autorails Michelin, nous en avons reçu 5 et sur 10 locomotives électriques 2D2, nous n'en avons reçu que 5.

J'aurai à vous présenter prochainement la révision budgétaire au 30 septembre, ainsi que notre projet de budget pour l'exercice 1943.

Pas de demandes d'explications ?

La séance est levée à 10 heures 50.

Conseil d'administration

Séance du 31 octobre 1967

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de
M. FOURNIER, Président.

Sont présents : M.M. FOURNIER, Président
GARNIER, Vice-Président
LAURENT-THÉLIER, Vice-Président

BOUDET
BAYLE
DEVINAT
FREDERIT
GUTHIE
LIARD
de TROIS
VIRARD
ZOFFER

Assistent à la séance : M.M. LE VERRIER, Directeur Général
BARTHELET, Directeur Général adjoint
FILLIPI, Secrétaire Général

Le Commissariat du Gouvernement est représenté par :

M.M. VERNY, Commissaire adjoint
MORONI, Commissaire suppléant

Adoption du
Procès-Verbal.

ORDRE DU JOUR - Adoption du Procès-Verbal.

M. LE PRÉSIDENT. - Le Procès-Verbal de la dernière séance
appelle-t-il des observations ? Il est adopté.

.....

Comptes rendus.

QUESTION II - Comptes rendus.

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

A.- Trafic de la 41ème semaine.

M. LE BESNERAIS.- Le trafic-marchandises de la semaine dernière a été supérieur à celui des semaines précédentes, mais l'augmentation constatée intéresse uniquement les transports militaires qui sont passés de 46.012 wagons à 49.688. Les transports commerciaux sont restés sensiblement les mêmes : 177.377, contre 177.706, soit une différence insignifiante de 0,1%. Cette constance du trafic commercial tient à l'utilisation au maximum du matériel dont nous disposons.

Le trafic des combustibles n'a marqué aucun changement sur celui de la semaine précédente. La moyenne journalière des chargements dans le Nord et le Pas-de-Calais est passée de 48.049 T. à 48.371 T.

Le transport des engrais et celui des produits métallurgiques ont nettement reculé. Il en a été de même en ce qui concerne le trafic des fruits et légumes, même en provenance de l'Afrique du Nord, la campagne des primeurs d'Algérie qui paraissait s'amorcer ne s'est pas maintenue.

Les autres trafics intéressants : ceux de céréales, de vins, de bestiaux et de minerais sont restés stationnaires.

Mais deux trafics particuliers ont pris une ampleur considérable, celui des betteraves et celui des pommes de terre.

M. LE PRESIDENT.- Le transport des pommes de terre, pour la constitution des stocks familiaux, pose évidemment des questions graves. Le nombre journalier de sacs arrivant à Paris pour être livrés à domicile dépasse actuellement 10.000 et nous ne pouvons pas en assurer l'écoulement rapide. Le problème est beaucoup plus un problème de camionnage qu'un problème de chemin de fer.

car nous arrivons encore à faire face aux transports proprement dits. Nous avons essayé d'obtenir dans la région parisienne les moyens de camionnage nécessaires pour effectuer les livraisons en même temps que nous faisons stopper les expéditions en province afin d'éviter l'embouteillage des gares de Paris. Néanmoins, les retards dans la livraison sont assez importants. 12.000 sacs sont restés en attente sur la Région Ouest, la moitié environ sur le Sud-Ouest.

M. LE BESNERAIS.- Les difficultés que nous rencontrons pour livrer les pommes de terre qui nous sont remises en sacs et qui constituent des envois individuels,- difficultés qui, à Paris, se traduisent, à l'heure actuelle, par 2 jours de retard environ,- sont au moins aussi grandes en ce qui concerne les expéditions par wagons complets. C'est ainsi qu'à la gare de Vaugirard, les déchargements sont en retard de près de 3 jours. Les raisons sont les mêmes: insuffisance des moyens de camionnage. Il faudrait, pour arriver à une solution sinon satisfaisante, du moins acceptable, du problème, que cette question de camionnage soit réglée de façon à établir une coordination entre les services de transports automobiles. Il faudrait que le service de camionnage à Paris assure la répartition des camions entre les divers intéressés pour éviter une anarchie préjudiciable à tout le monde.

M. MORONI.- Cette réorganisation est à l'étude.

M. LE BESNERAIS.- Quoi qu'il en soit, nous serons obligés d'étendre aux expéditions de pommes de terre par wagons les mesures prises pour freiner les envois individuels par sacs, c'est-à-dire ralentir le rythme des acceptations de ces expéditions, car les moyens de camionnage dans Paris, déjà insuffisants, le seront encore plus dans quelque temps si on fait appel, comme il en est question, aux transporteurs de la région de Paris, pour assurer la campagne des betteraves.

diminuer Or, cette campagne se présente de la manière suivante. Les marchandises sont classées en catégories donnant ou non droit de priorité pour le transport: la première catégorie comprend, en premier lieu, les transports militaires, puis les transports essentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La 2ème catégorie comprend les expéditions effectuées en vertu de programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques allemands et les transports économiques français. Viennent en troisième catégorie les transports commerciaux bénéficiant d'une priorité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire.

Les marchandises non classées dans ces différentes catégories ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires effectués et s'il reste des wagons disponibles. Or, actuellement, notre parc de tombereaux s'est avéré insuffisant pour assurer la totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient classées parmi les programmes temporaires, mais à un rang tel qu'elles se trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité des transports, mais seulement de 30 à 35% des betteraves livrées au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque sucrerie, mais une sucrerie ne fonctionne normalement que si elle a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75% de sa production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes de betteraves et une augmentation importante de la consommation en charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations ~~générales~~ menées à ce sujet par le Secrétariat d'Etat aux Communica-

tions, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande.

Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car nous avons donné des ordres pour que les tombereaux des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est soient dirigés immédiatement vers la Région Nord; ces mouvements seront vraisemblablement achevés à la fin de cette semaine, mais il y a déjà une amélioration très nette dans le transport des betteraves.

Il est à craindre, cependant, que nous ne rencontrions certaines difficultés pour l'application de la décision ainsi prise, car elle n'a pas un caractère officiel.

Le mouvement voyageurs continue à décroître. Le nombre des voyageurs de grandes lignes arrivant à Paris est en diminution de 10,2% sur la semaine précédente. Celui des voyageurs partant de Paris est également en baisse de 6%. L'augmentation des tarifs-voyageurs est entrée en vigueur le 15 octobre, mais il n'est pas encore possible d'en mesurer les répercussions sur le trafic, car, à cette époque de l'année, le mouvement voyageurs fléchit toujours. A priori, l'influence de la majoration des tarifs sur le trafic ne semble pas devoir être considérable.

B.- Recettes de la 40ème semaine.

Les recettes de la 40ème semaine se sont élevées à 414 M., en diminution de 7,6% sur celles de la semaine précédente. Cette diminution porte surtout sur les recettes-voyageurs : 173 M.5 contre 203 M.2. Elle s'explique par la chute saisonnière de trafic qui se produit annuellement au début d'octobre.

C.- Approvisionnement en combustibles.

M. LE PRESIDENT..- Notre stock de combustibles a légèrement

fléchi. Il est passé de 378.893 T. au 10 octobre à 376.662 T. au 15 octobre et représente actuellement 18,8 jours de consommation.

En zone non occupée, le stock s'élève à 66.344 T. contre 63.721 au 10 octobre et correspond à 11,9 jours.

D.- Situation du parc de matériel.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

E.- Circulation.

M. BERTHELOT.- La circulation s'est notablement améliorée et la moyenne des trains ayant eu un retard supérieur à 15 minutes n'est que de 8% environ. Sur deux régions, le pourcentage est de l'ordre de 5% seulement. Par conséquent, nous retombons à des pourcentages normaux .

F.- Production hydroélectrique.

M. LE BESNERAIS.- La situation des usines hydroélectriques laisse fort à désirer. Les pluies sont inexistantes aussi bien dans le Massif-Central que dans les Pyrénées, de sorte que la réserve de nos lacs qui, pendant les 2 dernières semaines, était revenue à 61 M. de kwh est retombée à 56 ou 57 M. de kwh.

D'après les renseignements, en date du 20 octobre au matin, les pluies ont repris dans le Massif-Central et ont entraîné une augmentation du débit à l'usine de Marèges.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI.- Pendant la période du 11 au 17 octobre, nous avons encaissé quelques recettes arriérées, 55 M.9 ~~55 M.9~~ au titre des transports militaires français et 78 M.3 au titre de la ~~défense~~ ^{défense} ~~régionale~~

passive. Dans l'ensemble, nos encaissements ont dépassé nos décaissements de 318 M., de telle sorte que nos disponibilités au Trésor Public dépassent 7.350 M. Nos prévisions pour la fin du mois ont été modifiées en conséquence et nos disponibilités au 31 octobre ont été évaluées à 150 M. de plus que la semaine dernière; cette augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et à concurrence de 30 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos prévisions font toujours état d'un déchet de 10%.

Marchés et Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT.- La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'Oeuvre par les anciens Réseaux et, d'autre part, de fixer, pour 1942, le montant de la subvention qui lui est faite ^{allouer} annuellement.

~~Paragraphe~~ En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Réseaux avaient consenti une avance de 150.000 fr pour aménager à Achères un parc de sports. Cette somme était remboursable en 20 annuités. L'Oeuvre "La Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 19.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette. Au cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette remise totale de dette ne se trouvait pas justifiée, que, sans doute, les travaux entrepris par la S.N.C.F. en gare d'Achères avaient sensiblement déprécié la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 32.500 fr. Comme nous avons déjà donné l'année dernière une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 25.000 fr.

D'autre part, la S.N.C.F. reprendrait pour une valeur de 75.000 fr, la maison qui avait été édiflée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.N.C.F. une somme de 30.500 fr qui serait réglée en 9 annuités de 3.000 fr et une de 3.500 fr, la première étant versée dès cette année. *et imputation le*
numéro de la subvention
qu'elle alloue à l'œuvre

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention ~~en~~ au chiffre de 35.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande, les frais généraux de l'Oeuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 8 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 8.700. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.025 en 1940 et est remonté à 4.540 en 1942. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'Oeuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 148.000 fr, elles sont destinées à mener une action plus active le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise ou que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront

plus faciles entre les deux zones.

X D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'Oeuvre. Ce journal était autrefois mensuel, et la S.N.C.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.200 fr. Ce journal ne paraissant plus actuellement que tous les 2 mois, cette allocation serait par conséquent réduite de moitié et ramenée ^{ainsi} aussi, pour 1942, à 3.600 fr.

Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerions ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

.....

subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT.- On vous propose d'allouer une subvention de 6.000 fr à une organisation en voie de formation à Meaux en vue de la deshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux. C'est une oeuvre qui a été créée dans le cadre coopératif et est due à l'initiative de M. COURTIER, Sénateur, Conseiller National. Elle cherche à réunir un capital de 100.000 fr pour acheter des appareils et aménager des locaux. Elle a déjà recueilli des concours importants. Le Secours National a versé 40.000 fr. La Compagnie d'Electricité du Nord-Est Parisien est inscrite pour 15.000 fr ; la S.I.A.M.W.A. sucrerie, pour 15.000 fr et la Boutonnière d'Ile-de-France pour 10.000 fr.

Il est demandé à la S.N.C.F. une subvention de 6.000 fr. Le concours que nous apporterions serait assez intéressant pour nos agents de la région de Meaux qui pourraient profiter de cette installation pour faire sécher les légumes et les fruits destinés à la consommation familiale.

~~Je crois que cette oeuvre est intéressante.~~ Je vous propose, par conséquent, d'accorder cette subvention de 6.000 fr, étant entendu qu'il s'agit d'une somme une fois versée et non d'une cotisation annuelle.

Le Conseil approuve l'octroi de cette subvention.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT.- On vous a distribué la note relative à la situation budgétaire du 31 août 1942. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.

.....

a) Budget d'exploitation.-

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 96 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisqu'au mois d'août 1940 nous étions à 46, en janvier 1942 à 80, en mai à 93, en juin à 96.

En ce qui concerne les wagons chargés, la moyenne journalière est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 30.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.326 fr au mois de mars, 1.326 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.141 fr, soit une augmentation de 16 %.

Les parcours des trains sont naturellement en forte diminution (6 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 9,8 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont en fonction des parcours des trains. En août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut remorqué est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 82.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 82.392. Il en résulte que la charge moyenne des trains est beaucoup plus élevée. Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 82 en 1939, est passé à 203 en 1941 et à 304 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 50 %. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 en 1942.

X

.....

X Nos effectifs au 31 juillet s'élèvent à 404.734, soit une diminution de 10.590 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les Services : 185 pour l'Administration Générale, 2.568 pour l'Exploitation, 2.768 pour la Traction, 4.926 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434 ; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.552, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 38.024 à 42.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents permanents ces dernières années ^{mais} et que, probablement, nous allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut évidemment tenir compte que nous avons encore 18.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Il faut également tenir compte de ce qu'il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 22.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

Au cours du mois d'août, on a enregistré 307 révocations, radiations et licenciements, dont 273 pour vols dans l'enceinte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.346 au cours du mois de juillet, soit 362 agents permanents, 115 auxiliaires et 869 personnes étrangères au Chemin de fer.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M. 6

Les recettes du trafic sont de 12.655 M. 2, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3 %, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.660 M. au lieu de 4.392 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8 %.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4 %, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 45,5 %, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4 %.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 12 M. 1/2 en janvier, 13 M. 1 en février, 15 M. 8 en mars, 18 M. 7 en avril, 19 M. 5 en mai, 19 M. 9 en juin, 25 M. 1 en juillet et 28 M. 4 en août, tandis que les recettes marchandises restent étales aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

.....

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 399 M. 4.

Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant ^{net} brut de 530 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

Les dépenses se sont élevées à 15.862 M. 1. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 306 M. 1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 66 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

Les charges patronales, elles, sont en légère augmentation de 8 M. 2, par suite de l'accroissement des cotisations versées à la Caisse de Prévoyance, ainsi que des secours et allocations diverses pour l'attribution desquels j'ai prescrit qu'on se montre plus large de façon à réduire les appels au Secours National.

Les contributions sont en augmentation par suite de la hausse du trafic.

Les pertes, avaries et retards sont également en légère majoration de 7 M. 3, à 243 M. 3, alors que les prévisions étaient de 236 M. Les vols se maintiennent au même niveau.

Les dépenses de combustibles sont en diminution de 38 M. 9, d'abord parce que les parcours sont plus faibles, ensuite parce que la dépense kilométrique est plus réduite à la fois parce que le prix du charbon est moins élevé que nous ne l'avions prévu et parce que la consommation unitaire au km est plus faible. Au mois d'août 1942, la dépense moyenne par km-machine a été de 6 fr 85, alors que l'on avait prévu une dépense de 7 fr 74.

Les travaux à l'entreprise et d'industrie privée sont en légère augmentation de 42 M. 1. En réalité, la majoration porte surtout sur les dépenses de guerre par suite de la prise en compte, dans les dépenses d'exploitation, du coût de certains travaux de reconstruction. Pour les travaux courants, malgré la diminution de la main-d'oeuvre et l'insuffisance des matières, les dépenses atteignent encore un niveau élevé provenant de ce que l'entretien courant est poussé d'une façon très active pour compenser l'insuffisance des grosses réparations et des renouvellements de voies.

Les dépenses pour matières et divers sont en diminution de 142 M. 3 qui provient uniquement des difficultés d'approvisionnement.

La provision pour travaux différés et le fonds de renouvellement n'appellent naturellement aucune observation à cette époque de l'année.

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.862M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.639 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet,

ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes font état d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Etablissement.

Les dépenses du Compte d'Etablissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.199 M., y compris la variation des approvisionnements pour 312 M., c'est-à-dire que les travaux proprement dits ne dépassent pas 887 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.085 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 2 milliards. ~~Par conséquent, nos programmes de travaux sont moins importants qu'il n'était prévu.~~

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le Programme Quinquennal, sur 1.000 wagons à primeurs F.A.S.U., nous en avons reçu, à l'heure actuelle, 440 ; sur 2.000 wagons tombereaux, nous en avons reçu 1.930, c'est-à-dire que la livraison est presque terminée ; sur 5.000 wagons couverts, nous n'en avons reçu que 1.401 ; sur 120 locomotives 141-P, nous n'en avons reçu encore que 11.

En ce qui concerne le Programme Spécial d'Equipement, sur 40 locomotives à vapeur 150-P, nous en avons reçu 2.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F.A.S.U. nous ont été livrés ; sur 300 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 15 ; sur 10 locomotives

électriques de butte, ~~aucune~~ aucune n'a encore été livrée ; les 10 locomotives 150-P ont été toutes livrées, ainsi que les 25 locomotives 150-P et les 50 tenders ; sur 5 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur 6 autorails Michelin, nous en avons reçu 5 et sur 10 locomotives électriques 2D2, nous n'en avons reçu que 5.

J'aurai à vous présenter prochainement la révision budgétaire au 30 septembre, ainsi que notre projet de budget pour l'exercice 1943.

Pas de demandes d'explications ?

La séance est levée à 10 heures 50.

Comptes rendus.QUESTION II - Comptes rendus.1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...A.- Trafic de la 41ème semaine.

M. LE BESNERAIS.- Le trafic-marchandises de la semaine dernière a été supérieur à celui des semaines précédentes, mais l'augmentation constatée intéresse uniquement les transports militaires qui sont passés de 46.012 wagons à 49.688. Les transports commerciaux sont restés sensiblement les mêmes : 177.377, contre 177.706, soit une différence insignifiante de 0,1%. Cette constance du trafic commercial tient à l'utilisation au maximum du matériel dont nous disposons.

Le trafic des combustibles n'a marqué aucun changement sur celui de la semaine précédente. La moyenne journalière des chargements dans le Nord et le Pas-de-Calais est passée de 48.049 T. à 48.371 T.

Le transport des engrais et celui des produits métallurgiques ont nettement reculé. Il en a été de même en ce qui concerne le trafic des fruits et légumes, même en provenance de l'Afrique du Nord; la campagne des primeurs d'Algérie qui paraissait s'amorcer ne s'est pas maintenue.

Les autres trafics intéressants : ceux de céréales, de vins, de bestiaux et de minerais sont restés stationnaires.

Mais deux trafics particuliers ont pris une ampleur considérable, celui des betteraves et celui des pommes de terre.

M. LE PRESIDENT.- Le transport des pommes de terre, pour la constitution des stocks familiaux, pose évidemment des questions graves. Le nombre journalier de sacs arrivant à Paris pour être livrés à domicile dépasse actuellement 10.000 et nous ne pouvons pas en assurer l'écoulement rapide. Le problème est beaucoup plus un problème de camionnage qu'un problème de chemin de fer,

car nous arrivons encore à faire face aux transports proprement dits. Nous avons essayé d'obtenir dans la région parisienne les moyens de camionnage nécessaires pour effectuer les livraisons en même temps que nous faisons stopper les expéditions en province afin d'éviter l'embouteillage des gares de Paris. Néanmoins, les retards dans la livraison sont assez importants. 12.000 sacs sont restés en attente sur la Région Ouest, la moitié environ sur le Sud-Ouest.

M. LE BESNERAIS.- Les difficultés que nous rencontrons pour livrer les pommes de terre qui nous sont remises en sacs et qui constituent des envois individuels,- difficultés qui, à Paris, se traduisent, à l'heure actuelle, par 2 jours de retard environ,- sont au moins aussi grandes en ce qui concerne les expéditions par wagons complets. C'est ainsi qu'à la gare de Vaugirard, les déchargements sont en retard de près de 3 jours. Les raisons sont les mêmes: insuffisance des moyens de camionnage. Il faudrait, pour arriver à une solution sinon satisfaisante, du moins acceptable, du problème, que cette question de camionnage soit réglée de façon à établir une coordination entre les services de transports automobiles. Il faudrait que le service de camionnage à Paris assure la répartition des camions entre les divers intéressés pour éviter une anarchie préjudiciable à tout le monde.

M. MORONI.- Cette réorganisation est à l'étude.

M. LE BESNERAIS.- Quoi qu'il en soit, nous serons obligés d'étendre aux expéditions de pommes de terre par wagons les mesures prises pour freiner les envois individuels par sacs, c'est-à-dire ralentir le rythme des acceptations de ces expéditions, car les moyens de camionnage dans Paris, déjà insuffisants, le seront encore plus dans quelque temps si on fait appel, comme il en est question, aux transporteurs de la région de Paris, pour assurer la campagne des betteraves.

dernière Vous savez que
Or, Cette/campagne se présente de la manière suivante./les
marchandises sont classées en catégories donnant ou non droit de
priorité pour le transport: la première catégorie comprend, en
premier lieu, les transports militaires, puis les transports es-
sentiels et urgents pour l'exploitation du chemin de fer. La
2ème catégorie comprend les expéditions effectuées en vertu de
programmes, soit à titre permanent, comme les charbons et les bois
de mines, soit à titre temporaire comme les transports économiques
allemands et les transports économiques français. Viennent en troi-
sième catégorie les transports commerciaux bénéficiant d'une prio-
rité, soit permanente (denrées et produits alimentaires, animaux
de boucherie, pailles et fourrages), soit temporaire.

Les marchandises non classées dans ces différentes catégories
ne sont acceptées qu'une fois tous les transports prioritaires
effectués et s'il reste des wagons disponibles. Or, actuellement,
notre parc de tombereaux s'est avéré insuffisant pour assurer la
totalité des transports prioritaires. Les betteraves étaient
classées parmi les programmes temporaires, mais à un rang tel
qu'elles se trouvaient au même niveau que les transports bénéficiant
d'une simple priorité. Il est donc apparu, dès les premiers jours
de la campagne, que nous ne pourrions pas assurer la totalité
des transports, mais seulement de 30 à 35% des betteraves livrées
au rail. Cette diminution des chargements risquait d'avoir des
conséquences extrêmement dommageables. On a bien essayé d'y
remédier en diminuant la quantité de betteraves livrée à chaque
sucrierie, mais une sucrierie ne fonctionne normalement que si elle
a à peu près son plein de betteraves, ou tout au moins 75% de sa
production. D'autre part, le retard qui s'ensuivrait en allongeant
la campagne d'une manière considérable entraînerait des pertes
de betteraves et une augmentation importante de la consommation en
charbon et en chaux des sucreries. A la suite de négociations
générales menées à ce sujet par le Secrétariat d'Etat aux Communica-

tion, celui-ci nous a fait savoir que les autorités allemandes ont accepté que les betteraves soient classées après les programmes permanents et avant les transports d'économie allemande. Théoriquement, ce classement doit nous permettre d'assurer à peu près complètement le transport des betteraves, car nous avons donné des ordres pour que les tombereaux des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est soient dirigés immédiatement vers la Région Nord; ces mouvements seront vraisemblablement achevés à la fin de cette semaine, mais il y a déjà une amélioration très nette dans le transport des betteraves.

Il est à craindre, cependant, que nous ne rencontrions certaines difficultés pour l'application de la décision ainsi prise, car elle n'a pas un caractère officiel.

Le mouvement voyageurs continue à décroître. Le nombre des voyageurs de grandes lignes arrivant à Paris est en diminution de 10,2% sur la semaine précédente. Celui des voyageurs partant de Paris est également en baisse de 6%. L'augmentation des tarifs-voyageurs est entrée en vigueur le 15 octobre, mais il n'est pas encore possible d'en mesurer les répercussions sur le trafic, car, à cette époque de l'année, le mouvement voyageurs fléchit toujours. A priori, l'influence de la majoration des tarifs sur le trafic ne semble pas devoir être considérable.

B.- Recettes de la 40ème semaine.

Les recettes de la 40ème semaine se sont élevées à 414 M., en diminution de 7,6% sur celles de la semaine précédente. Cette diminution porte surtout sur les recettes-voyageurs : 173 M.5 contre 203 M.2. Elle s'explique par la chute saisonnière de trafic qui se produit annuellement au début d'octobre.

C.- Approvisionnement en combustibles.

M. LE PRESIDENT. - Notre stock de combustibles a légèrement

fléchi. Il est passé de 378.893 T. au 10 octobre à 376.662 T. au 15 octobre et représente actuellement 18,8 jours de consommation.

En zone non occupée, le stock s'élève à 66.344 T. contre 63.721 au 10 octobre et correspond à 11,9 jours.

D.- Situation du parc de matériel.

M. LE PRESIDENT rend compte de la situation du parc de matériel moteur et roulant.

E.- Circulation.

M. BERTHELOT.- La circulation s'est notablement améliorée et la moyenne des trains ayant eu un retard supérieur à 15 minutes n'est que de 8% environ. Sur deux régions, le pourcentage est de l'ordre de 5% seulement. Par conséquent, nous retombons à des pourcentages normaux ..

F.- Production hydroélectrique.

M. LE BESNERAIS.- La situation des usines hydroélectriques laisse fort à désirer. Les pluies sont inexistantes aussi bien dans le Massif-Central que dans les Pyrénées, de sorte que la réserve de nos lacs qui, pendant les 2 dernières semaines, était re~~mbésxà BâxouxSIXM~~ montée de 49 à 61 M. de kwh est retombée à 56 ou 57 M. de kwh.

D'après les renseignements, en date du 20 octobre au matin, les pluies ont repris dans le Massif-Central et ont entraîné une augmentation du débit à l'usine de Marèges.

2°) Trésorerie.

M. FILIPPI.- Pendant la période du 11 au 17 octobre, nous avons encaissé quelques recettes arriérées, ^{55 M.9} ~~XXXXX~~ au titre des transports militaires français et 78 M.3 au titre de la ^{défense} ~~XXXXXX~~

passive. Dans l'ensemble, nos encaissements ont dépassé nos décaissements de 318 M., de telle sorte que nos disponibilités au Trésor Public dépassent 7.350 M. Nos prévisions pour la fin du mois ont été modifiées en conséquence et nos disponibilités au 31 octobre ont été évaluées à 150 M. de plus que la semaine dernière; cette augmentation résulte, à concurrence de 120 M., de l'augmentation des règlements des mandats administratifs, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure et à concurrence de 30 M., du fait que notre dette à court terme a été intégralement maintenue à son niveau, alors que nos prévisions font toujours état d'un déchet de 10%.

Marchés et Commandes.

QUESTION III - Marchés et Commandes.

" "

Service Commercial.

QUESTION IV - Service Commercial.

" "

Projets.

QUESTION V - Projets.

" "

Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre
"La Santé de la Famille".

M. LE PRESIDENT.- La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'Oeuvre par les anciens Réseaux et, d'autre part, de fixer, pour 1942, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

~~Exonération~~ En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Réseaux avaient consenti une avance de 150.000 fr pour aménager à Achères un parc de sports. Cette somme était remboursable en 20 annuités. L'Oeuvre "La Santé de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 19.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette. Au cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette remise totale de dette ne se trouvait pas justifiée, que, sans doute, les travaux entrepris par la S.N.C.F. en gare d'Achères avaient sensiblement déprécié la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 32.500 fr. Comme nous avons déjà donné l'année dernière une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 25.000 fr.

D'autre part, la S.N.C.F. reprendrait pour une valeur de 75.000 fr, la maison qui avait été édiflée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.N.C.F. une somme de 30.500 fr qui serait réglée en 9 annuités de 3.000 fr et une de et imputée sur le montant de la subvention allouée à l'Oeuvre. 3.500 fr, la première étant versée dès cette année/

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention ~~en~~ au chiffre de 35.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande, les frais généraux de l'Oeuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 8 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 8.700. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.025 en 1940 et est remonté à 4.540 en 1942. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'Oeuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 148.000 fr, elles sont destinées à mener une action plus active le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise ou que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront

plus faciles entre les deux zones.

D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'Oeuvre. Ce journal était autrefois mensuel, et la S.N.C.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.200 fr. Ce journal ne paraissant plus actuellement que tous les 2 mois, cette allocation serait par conséquent réduite de moitié et ramenée ainsi, pour 1942, à 3.600 fr.

Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerions ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

.....

Subvention au Centre de
Séchage des fruits et
légumes de Meaux.-

QUESTION.VII - Subvention au Centre de
Séchage des fruits et légumes de Meaux.-

M. LE PRESIDENT.- On vous propose d'allouer une subvention de 6.000 fr à une organisation en voie de formation à Meaux en vue de la deshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux. C'est une oeuvre qui a été créée dans le cadre coopératif et est due à l'initiative de M. COURTIER, Sénateur, Conseiller National. Elle cherche à réunir un capital de 100.000 fr pour acheter des appareils et aménager des locaux. Elle a déjà recueilli des concours importants. Le Secours National a versé 40.000 fr. La Compagnie d'Electricité du Nord-Est Parisien est inscrite pour 15.000 fr ; la S.I.A.M.W.A. sucrerie, pour 15.000 fr et la Boutonnière d'Ile-de-France pour 10.000 fr.

Il est demandé à la S.N.C.F. une subvention de 6.000 fr. Le concours que nous apporterions serait assez intéressant pour nos agents de la région de Meaux qui pourraient profiter de cette installation pour faire sécher les légumes et les fruits destinés à la consommation familiale.

~~Je crois que cette oeuvre est intéressante.~~ Je vous propose, par conséquent, d'accorder cette subvention de 6.000 fr, étant entendu qu'il s'agit d'une somme une fois versée et non d'une cotisation annuelle.

Le Conseil approuve l'octroi de cette subvention.

Questions
diverses.-

- Questions diverses -

- Situation budgétaire au 31 août 1942.-

M. LE PRESIDENT.- On vous a distribué la note relative à la situation budgétaire du 31 août 1942. Voici quelques indications complémentaires sur certaines caractéristiques de notre exploitation pendant le mois d'août.

.....

a) Budget d'exploitation.-

Le coefficient de rotation des wagons est en légère amélioration. Au mois de juillet, il était de 96 % ; au mois d'août, il est de 97 %, ce qui, évidemment, marque une amélioration continue puisqu'au mois d'août 1940 nous étions à 46, en janvier 1942 à 80, en mai à 93, en juin à 96.

En ce qui concerne les wagons chargés, la moyenne journalière est à peu près stable depuis le mois d'avril. Elle était, à cette date, de 30.700 et elle est maintenant à 31.000. Ce dernier chiffre représente néanmoins une baisse de 11 % sur l'année dernière. Quant au produit moyen par wagon, il est également stable : 1.326 fr au mois de mars, 1.326 fr au mois d'août ; mais ce chiffre marque une notable augmentation sur l'année dernière, où il était de 1.141 fr, soit une augmentation de 16 %.

Les parcours des trains sont naturellement en forte diminution (6 %) sur l'année dernière, cette baisse portant essentiellement sur les trains de voyageurs (- 9,8 %) et un peu moins sur les trains marchandises (- 4,3 %).

Les parcours des machines sont en fonction des parcours des trains. En août, le rapport des parcours de machines aux parcours des trains est sensiblement égal à celui du mois de juillet, 140 %.

Le tonnage kilométrique brut remorqué est à peu près identique à celui de l'année dernière, malgré la réduction des parcours : 82.744 M. de tonnes kilométriques au lieu de 82.392. Il en résulte que la charge moyenne des trains est beaucoup plus élevée. Le nombre moyen de voyageurs par train, qui était de 82 en 1939, est passé à 203 en 1941 et à 304 cette année d'après les résultats fin juillet, soit une augmentation de 50 %. La charge moyenne utile d'un train de marchandises, par contre, a légèrement fléchi. Elle était de 191 T. en 1939, de 201 T. en 1941 et de 189 T. en 1942.

Nos effectifs au 31 juillet s'élèvent à 404.734/^{agents,} soit une diminution de 10.590 unités par rapport aux prévisions; cette diminution intéresse tous les Services : 185 pour l'Administration Générale, 2.568 pour l'Exploitation, 2.768 pour la Traction, 4.926 pour la Voie. Cette insuffisance provient essentiellement de la difficulté de recruter le personnel auxiliaire qui nous est nécessaire. Le nombre des agents du cadre permanent est en diminution. Au 31 décembre 1941, il était de 369.434 ; au 31 août 1942, il n'est plus que de 362.552, soit une diminution de 7.000 agents environ qui est compensée à concurrence de 4.000 par une augmentation du nombre des auxiliaires qui est passé, pendant la même période, de 38.024 à 42.175. Il est certain que nous avons beaucoup réduit le nombre des agents permanents ces dernières années mais que, probablement, nous allons être obligés d'arrêter ou de freiner ce mouvement, étant donné que nous serons obligés de commissionner un certain nombre d'auxiliaires pour les conserver auprès de nous, alors qu'ils sont sollicités ailleurs par des salaires élevés. Il faut évidemment tenir compte que nous avons encore 18.436 prisonniers dont nous devons réserver la place. Il faut également tenir compte de ce qu'il faudra réserver la place des agents qui partent travailler en Allemagne, soit, en chiffres ronds, 4.000 agents. Cela fait donc, dans l'ensemble, 22.000 agents environ qui doivent pouvoir, sans difficultés, retrouver leur place à leur retour. C'est pourquoi nous sommes obligés de maintenir un nombre d'auxiliaires assez élevé, de façon que la rentrée de ces agents puisse s'effectuer sans entraîner d'excédents d'effectifs.

Au cours du mois d'août, on a enregistré 307 révocations, radiations et licenciements, dont 273 pour vols dans l'enceinte du Chemin de fer.

Le nombre des arrestations a été de 1.346 au cours du mois de juillet, soit 362 agents permanents, 115 auxiliaires et 869 personnes étrangères au Chemin de fer.

Les recettes à fin août s'élèvent à 17.501 M. 6

Les recettes du trafic sont de 12.655 M. 2, ce qui représente une plus-value de 410 M., ou de 3,3 %, par rapport aux prévisions rectifiées du 1er juillet.

Cette plus-value porte principalement sur les recettes voyageurs, puisque nous avons encaissé à ce titre 4.660 M. au lieu de 4.392 M. prévus.

Pour les marchandises, on constate également une légère plus-value de 142 M., soit 1,8 %.

Les recettes marchandises demeurent assez importantes, parce que la consistance de notre trafic s'est modifiée et qu'il s'oriente de plus en plus vers les expéditions de détail, colis postaux et petits colis. La recette mensuelle de cette catégorie de trafic, qui n'était que de 70 M. dans les premiers mois de l'année, atteint maintenant 90 à 95 M. Evidemment, il en résulte une augmentation de nos recettes, mais également aussi, et malheureusement, une augmentation de nos effectifs, puisque les manipulations sont plus complexes.

Nous envisageons de demander une majoration du prix des transports de petits colis qui, à l'heure actuelle, est resté à un taux très faible au regard des manutentions que ces transports entraînent.

Par rapport à 1941, et à tarification égale, l'augmentation des recettes, à fin août 1942, atteint 9,4 %, mais elle porte exclusivement sur les recettes voyageurs qui ont augmenté de 45,5 %, alors que les recettes marchandises accusent une légère diminution de 4,4 %.

La moyenne journalière des recettes voyageurs ne cesse, en effet, d'augmenter. Elle était de 12 M. 1/2 en janvier, 13 M. 1 en février, 15 M. 8 en mars, 18 M. 7 en avril, 19 M. 5 en mai, 19 M. 9 en juin, 25 M. 1 en juillet et 28 M. 4 en août, tandis que les recettes marchandises restent étales aux environs de 40 M. depuis le mois de mars.

.....

Les recettes relatives aux exercices antérieurs sont de 119 M.

La redevance de la Poste est conforme aux prévisions.

Les recettes hors-traffic accusent, pour les 8 premiers mois de l'année, une augmentation de 20 M., due principalement à des règlements arriérés.

Pour les recettes allemandes, nous n'avons, en ce qui concerne les transports, été payés que jusqu'à la fin de juillet. Nous avons reçu, pour le mois de mai, un versement brut de 399 M. 4. Pour chacun des mois de juin et juillet, nous avons reçu un montant net de 330 M. environ, conforme à nos prévisions.

En ce qui concerne l'indemnité de privation de jouissance pour le matériel retenu à l'étranger, les recettes font état de la prévision de 750 M., bien que nous n'ayons encore rien encaissé.

Il n'y a rien à signaler en ce qui concerne la subvention compensatrice due par le Trésor.

Les dépenses se sont élevées à 15.862 M. 1. Les dépenses d'exploitation proprement dites sont en diminution de 306 M. 1 sur les prévisions. Cette diminution porte à la fois sur le personnel, sur les combustibles et sur les matières diverses, les autres postes étant plutôt en légère augmentation. Pour le personnel, la diminution est de 66 M. provenant de l'insuffisance des effectifs que je vous ai signalée tout à l'heure.

Les charges patronales, elles, sont en légère augmentation de 8 M. 2, par suite de l'accroissement des cotisations versées à la Caisse de Prévoyance, ainsi que des secours et allocations diverses pour l'attribution desquels j'ai prescrit qu'on se montre plus large de façon à réduire les appels au Secours National.

Les contributions sont en augmentation par suite de la hausse du trafic.

Les pertes, avaries et retards sont également en légère majoration de 7 M. 3, à 243 M. 3, alors que les prévisions étaient de 236 M. Les vols se maintiennent au même niveau.

Les dépenses de combustibles sont en diminution de 38 M. 9, d'abord parce que les parcours sont plus faibles, ensuite parce que la dépense kilométrique est plus réduite à la fois parce que le prix du charbon est moins élevé que nous ne l'avions prévu et parce que la consommation unitaire au km est plus faible. Au mois d'août 1942, la dépense moyenne par km-machine a été de 6 fr 85, alors que l'on avait prévu une dépense de 7 fr 74.

Les travaux à l'entreprise et d'industrie privée sont en légère augmentation de 42 M. 1. En réalité, la majoration porte surtout sur les dépenses de guerre par suite de la prise en compte, dans les dépenses d'exploitation, du coût de certains travaux de reconstruction. Pour les travaux courants, malgré la diminution de la main-d'oeuvre et l'insuffisance des matières, les dépenses atteignent encore un niveau élevé provenant de ce que l'entretien courant est poussé d'une façon très active pour compenser l'insuffisance des grosses réparations et des renouvellements de voies.

Les dépenses pour matières et divers sont en diminution de 142 M. 3 qui provient uniquement des difficultés d'approvisionnement.

La provision pour travaux différés et le fonds de renouvellement n'appellent naturellement aucune observation à cette époque de l'année.

Si l'on fait un rapprochement brutal entre les recettes et les dépenses à la fin août, on constate des résultats qui paraissent trop satisfaisants, puisque les recettes sont de 17 milliards et demi et les dépenses de 15.862M., ce qui ferait ressortir un excédent de 1.639 M. Je n'ai pas besoin de dire que ceci ne reflète nullement les résultats probables de l'exercice. En effet,

ces chiffres ne font pas état de l'augmentation de salaires qui n'a été payée qu'à partir du mois de septembre et ils n'englobent pas les dépenses du dernier trimestre qui sont toujours plus élevées.

D'autre part, il est certain que les recettes font état d'encaissements importants au titre des transports allemands, notamment les 750 M. prévus au titre du matériel retenu hors de France et qui ne sont pas encore encaissés.

b) Budget d'Etablissement.-

Les dépenses du Compte d'Etablissement sont beaucoup plus réduites que nous ne l'avions prévu. Elles sont de 1.199 M., y compris la variation des approvisionnements pour 312 M., c'est-à-dire que les travaux proprement dits ne dépassent pas 887 M., alors que la loi de finances nous a donné des autorisations de paiement s'élevant à 3.085 M. et que nos évaluations rectifiées de juillet prévoyaient des dépenses de l'ordre de 2 milliards. ~~Par conséquent, nos programmes de travaux sont moins importants qu'ils n'étaient prévus.~~

En ce qui concerne les livraisons de matériel prévues aux programmes, je veux vous donner quelques indications.

En ce qui concerne le Programme Quinquennal, sur 1.000 wagons à primeurs F.A.S.U., nous en avons reçu, à l'heure actuelle, 440 ; sur 2.000 wagons tombereaux, nous en avons reçu 1.930, c'est-à-dire que la livraison est presque terminée ; sur 5.000 wagons couverts, nous n'en avons reçu que 1.401 ; sur 120 locomotives 141-P, nous n'en avons reçu encore que 11.

En ce qui concerne le Programme Spécial d'Equipement, sur 40 locomotives à vapeur 150-P, nous en avons reçu 2.

En ce qui concerne le programme ordinaire, les 200 wagons à primeurs F.A.S.U. nous ont été livrés ; sur 300 autres wagons de même type, nous n'en avons reçu que 15 ; sur 10 locomotives

électriques de butte, ~~mais~~ aucune n'a encore été livrée ; les 10 locomotives 150-P ont été toutes livrées, ainsi que les 25 locomotives 150-P et les 50 tenders ; sur 5 autorails de Dietrich, nous en avons reçu 4, sur 6 autorails Michelin, nous en avons reçu 5 et sur 10 locomotives électriques 2D2, nous n'en avons reçu que 5.

J'aurai à vous présenter prochainement la révision budgétaire au 30 septembre, ainsi que notre projet de budget pour l'exercice 1943.

Pas de demandes d'explications ?

La séance est levée à 10 heures 50.

Conseil d'Administration

Séance du 21 oct. 1942

Notes distribuées

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

1.- Adoption du Procès-Verbal.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

Services Financiers

Division Centrale
des FinancesCOMPTE RENDU DE TRESORERIE AU 17 OCTOBRE 1942 AU SOIRI - MOUVEMENT DES CAPITAUX

Pendant la période du 11 au 17 octobre 1942, les Services Financiers ont encaissé un montant de Frs. 1.244 millions environ, savoir:

- Versements des gares et Services	789 millions
- Mandats administratifs	156 - (1)
- Ressources à court terme	308 -
- Sommes portées au crédit des Compagnies	4 -
- Opérations des réserves	9 -

Ensemble 1.244 millions

Pendant la même période, les Services Financiers ont décaissé Frs. 926 millions environ, savoir:

- Solde du personnel et Retraites	1 millions
- Règlements trafic	372 -
- Fournisseurs et divers	134 -
- Impôts et contributions	49 -
- Charges financières	28 -
- Retraits des Compagnies	31 -
- Remboursements de ressources d'établissement à remplacer	3 -
- Opérations de conversion	2 -
- Remboursements de ressources à court terme	304 -
- Opérations des réserves	4 -

Ensemble 926 millions

L'excédent des encaissements sur les décaissements s'est donc élevé à Frs. 318 millions

(1) Dont 55 M,9 au titre des transports militaires français
et 78 M,3 " de la défense passive

II - EMPRUNTS A COURT TERME (en millions de francs)

	ESCOMPTES FERMES DE BILLETS		EMPRUNTS EN COMPTE COURANT	EMPRUNTS PAR TRAITES DE FOURNISSEURS ACCEPTÉES (1)	TOTAL
	Consortium	Divers			
SITUATION AU 10-10-1942	2.257	2.540	11	33	4.841
OPERATIONS DU 11-10 AU 17-10-1942:					
a) remboursées	200	100	-	4	304
b) renouvelées	200	100	-	-	300
c) nouvelles	-	-	-	6	6
DIFFERENCE (b + c - a)	-	-	-	+ 2	+ 2
SITUATION AU 17-10-1942	2.257	2.540 ⁽²⁾	11	35	4.843

Le taux des opérations de renouvellement des billets à 3 mois est demeuré fixé à 1 25/32 %.

III - COMPTES DE CHARGES D'EMPRUNTS ET COMPTES SPECIAUX DE CONVERSION DES COMPAGNIES (en millions de francs)

A la date du 17 octobre 1942, les soldes de ces comptes s'établissent suivant détail ci-après:

	COMPTE ORDINAIRE DE CHARGES D'EMPRUNTS			COMPTE SPECIAL
	FONDS BLOQUES ⁽³⁾ (80% des coupons et rem- boursements arriérés)	FONDS A PREAVIS DE 7 JOURS	TOTAL	
EST	84,8	9,1	93,9	-
MIDI	48,2	28,3	76,5	0,4
NORD	61,7	61,5	123,2	0,3
PLM.	161,3	80,5	241,8	0,3
P.O.	81,3	13,1	94,4	-
	437,3	192,5	629,8	1,-
	(contre 408,1 au 10-10-42)	(contre 249,2 au 10-10-42)	(contre 657,3 au 10-10-42)	(contre 0,3 au 10-10-42)

IV - AVANCES DU TRESOR EN COURS D'EXERCICE (Art. 27 de la Convention du 31 août 1937)

Avances reçues au 17 octobre 1942..... néant

(1) Non compris les acceptations de traites de fournisseurs dont les frais d'escompte ne sont pas à la charge de la S.N.C.F., acceptations s'élevant à 200 millions.

(2) Dont 130 millions Caisse des Dépôts et Consignations

(3) Montant au 22 septembre 1942 pour le Nord

7 octobre 1942 pour l'Est, le Midi, le P.L.M. et le P.O.

V - RESSOURCES D'ETABLISSEMENT A APPLIQUER

Ressources réalisées.....	-	4.941,9	
Ressources remboursées à remplacer.....	4.848,4 (1)	-	
Net à appliquer au 17 octobre 1942.....	- 4.848,4	+ 4.941,9	+ 95,5 millions

VI - OPERATIONS DE CONVERSION

OBLIGATIONS A EMETTRE (Ob. S.N.C.F. 4 % 1941)		OBLIGATIONS ET BONS A AMORTIR (Ob. 5 % 1933, 5 1/2 % 1935, 6 % 1936, Bons 6 % 1934)		
Souscriptions en numéraire	2.041,7	Remboursements	1.241,4	
Remplois de soultte	222,2	Impôts	730,-	
Conversions	14.624,9	Soulttes de conversion	490,3	
		Conversions	14.700,8	
<i>Total</i>	16.888,8	<i>Total</i>	17.182,-	-273,2 -
Reste à émettre	1.384,2	Reste à amortir	1.274	+110,2 -
<i>Ensemble</i>	18.273,-	<i>Ensemble</i>	18.438,-	-163,- millions

Le montant des obligations émises par conversion à 14.624,9 millions est en accroissement de 35,2 millions pour la semaine écoulée.

VII - AVANCES DU TRESOR (Art. 25 de la Convention du 31 août 1937)

Montant au 17 octobre 1942..... 17.162,5 millions
sans changement depuis le 4 juillet 1942

VIII - AVANCES DU TRESOR AU FONDS COMMUN (Art. 13 de la Convention du 28 juin 1921)

Montant au 17 octobre 1942..... 11.737,5 -
sans changement depuis le 4 juillet 1942

IX - SITUATION DES FONDS DISPONIBLES AU 17 OCTOBRE 1942

- Caisses.....	2 millions
- Trésor Public.....	7.364 -
- Chèques Postaux.....	2 -
- Banques en France.....	1 -
- Banques à l'étranger.....	8 - (2)
- Portefeuille { Effets publics..... -	
{ Effets de commerce..... 13	
{ Titres S.N.C.F. et des Réseaux..... 63	76 -
{ Divers..... -	
	<u>7.453 millions</u>

contre 7.135 millions au 10 octobre 1942, soit une augmentation de 318 millions sur la période précédente, comme indiqué au Titre I du présent compte rendu.

(1) Mont 4.832,2 millions de Bons 1932-1942 contre 4.829,7 millions la semaine précédente.

(2) Non compris les fonds bloqués pour le service des emprunts à l'étranger, s'élevant en écritures à 5,7 millions.

X - PREVISIONS DE TRESORERIE POUR LA PERIODE
DU 18 au 31 OCTOBRE 1942

Fonds disponibles le 17 octobre 1942 au soir..... 7.450 millions

Recettes

- Versements des gares et Services.....	1.310	
- Mandats administratifs.....	20	
- Ressources à court terme.....	510	(1)
- Annuités versées par l'Etat.....	30	
- Sommes portées au crédit des Compagnies.....	240	
	<u>9.560</u>	-

Dépenses

- Solde du personnel et retraites.....	950	
- Règlements-traffic.....	620	
- Fournisseurs et divers.....	350	
- Impôts et contributions.....	360	
- Charges financières.....	630	
- Retraits des Compagnies.....	150	
- Remboursements de ressources d'établissement à remplacer.....	20	
- Opérations de conversion.....	20	
- Remboursements de ressources à court terme.....	570	
	<u>3.670</u>	-

Disponibilités au 31 octobre..... 5.890 millions

Par rapport aux prévisions établies la semaine précédente, le chiffre ci-dessus fait apparaître une amélioration de 150 millions qui s'explique comme suit:

- augmentation des règlements des mandats administratifs..	120 millions
- diminution des remboursements à court terme.....	30 -
	<u>150 millions</u>

(1) Dans l'hypothèse d'un renouvellement de 90 % de la dette à court terme

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

II.- Comptes rendus :

2°) Trésorerie.

Services Financiers

Division Centrale
des FinancesCOMPTE RENDU DE TRESORERIE AU 17 OCTOBRE 1942 AU SOIRI - MOUVEMENT DES CAPITAUX

Pendant la période du 11 au 17 octobre 1942, les Services Financiers ont encaissé un montant de Frs. 1.244 millions environ, savoir:

- Versements des gares et Services	789 millions
- Mandats administratifs	156 - (1)
- Ressources à court terme	306 -
- Sommes portées au crédit des Compagnies	4 -
- Opérations des réserves	9 -

Ensemble 1.244 millions

Pendant la même période, les Services Financiers ont décaissé Frs. 926 millions environ, savoir:

- Solde du personnel et Retraites	1 millions
- Règlements trafic	372 -
- Fournisseurs et divers	134 -
- Impôts et contributions	48 -
- Charges financières	28 -
- Retraits des Compagnies	31 -
- Remboursements de ressources d'établissement à remplacer	6 -
- Opérations de conversion	2 -
- Remboursements de ressources à court terme	304 -
- Opérations des réserves	4 -

Ensemble 926 millions

L'excédent des encaissements sur les décaissements s'est donc élevé à Frs. 318 millions

(1) Dont 55 M,9 au titre des transports militaires français
et 78 M,3 " de la défense passive

II - EMPRUNTS A COURT TERME (en millions de francs)

	ESCOMPTES FERMES DE BILLETS		EMPRUNTS EN COMPTE COURANT	EMPRUNTS PAR TRAITES DE FOURNISSEURS ACCEPTÉES (1)	TOTAL
	Consortium	Divers			
SITUATION AU 10-10-1942	2.257	2.540	11	33	4.841
OPERATIONS DU 11-10 AU 17-10-1942:					
a) remboursées	200	100	-	4	304
b) renouvelées	200	100	-	-	300
c) nouvelles	-	-	-	6	6
DIFFERENCE (b + c - a)	-	-	-	+ 2	+ 2
SITUATION AU 17-10-1942	2.257	2.540 ⁽²⁾	11	35	4.843

Le taux des opérations de renouvellement des billets à 3 mois est demeuré fixé à 1 25/32 %.

III - COMPTES DE CHARGES D'EMPRUNTS ET COMPTES SPECIAUX DE CONVERSION DES COMPAGNIES (en millions de francs)

A la date du 17 octobre 1942, les soldes de ces comptes s'établissent suivant détail ci-après:

	COMPTE ORDINAIRE DE CHARGES D'EMPRUNTS			COMPTE SPECIAL
	FONDS BLOQUES ⁽³⁾ (80% des coupons et rem- boursements arriérés)	FONDS A PREAVIS DE 7 JOURS	TOTAL	
EST	84,8	9,1	93,9	-
MIDI	48,2	28,3	76,5	0,4
NORD	61,7	61,5	123,2	0,3
PLM.	161,3	80,5	241,8	0,3
P.O.	81,3	13,1	94,4	-
	437,3	192,5	629,8	1,-
	(contre 408,1 au 10-10-42)	(contre 249,2 au 10-10-42)	(contre 657,3 au 10-10-42)	(contre 0,3 au 10-10-42)

IV - AVANCES DU TRESOR EN COURS D'EXERCICE (Art. 27 de la Convention du 31 août 1937)

Avances reçues au 17 octobre 1942..... néant

(1) Non compris les acceptations de traites de fournisseurs dont les frais d'escompte ne sont pas à la charge de la S.N.C.F., acceptations s'élevant à 200 millions.

(2) Dont 130 millions Caisse des Dépôts et Consignations

(3) Montant au 22 septembre 1942 pour le Nord

7 octobre 1942 pour l'Est, le Midi, le P.L.M. et le P.O.

V - RESSOURCES D'ETABLISSEMENT A APPLIQUER

Ressources réalisées.....	-	4.941,9	
Ressources remboursées à remplacer.....	4.846,4 ⁽¹⁾	-	
Net à appliquer au 17 octobre 1942.....	- 4.846,4	+ 4.941,9	+ 95,5 millions

VI - OPERATIONS DE CONVERSION

OBLIGATIONS A EMETTRE (Ob. S.N.C.F. 4 % 1941)		OBLIGATIONS ET BONS A AMORTIR (Ob. 5 % 1933, 5 1/2 % 1935, 6 % 1936, Bons 6 % 1934)		
Souscriptions en numéraire	2.041,7	Remboursements	1.241,4	
Remplois de sculte	222,2	Impôts	730,-	
Conversions	14.624,9	Scultes de conversion	490,3	
		Conversions	14.700,3	
<i>Total</i>	16.888,8	<i>Total</i>	17.162,-	-273,2 -
Reste à émettre	1.384,2	Reste à amortir	1.274	+110,2 -
<i>Ensemble</i>	18.273,-	<i>Ensemble</i>	18.438,-	-163,- millions

Le montant des obligations émises par conversion à 14.624,9 millions est en accroissement de 35,2 millions pour la semaine écoulée.

VII - AVANCES DU TRESOR

(Art. 25 de la Convention du 31 août 1937)

Montant au 17 octobre 1942..... 17.162,5 millions
sans changement depuis le 4 juillet 1942

VIII - AVANCES DU TRESOR AU FONDS COMMUN

(Art. 13 de la Convention du 28 juin 1921)

Montant au 17 octobre 1942..... 11.737,5 -
sans changement depuis le 4 juillet 1942

IX - SITUATION DES FONDS DISPONIBLES AU 17 OCTOBRE 1942

- Caisses.....	2 millions
- Trésor Public.....	7.364 -
- Chèques Postaux.....	2 -
- Banques en France.....	1 -
- Banques à l'étranger.....	8 - (2)
- Portefeuille { Effets publics..... -	
{ Effets de commerce..... 13	
{ Titres S.N.C.F. et des Réseaux..... 63	76 -
{ Divers..... -	
	<u>7.453 millions</u>

contre 7.135 millions au 10 octobre 1942, soit une augmentation de 318 millions sur la période précédente, comme indiqué au Titre I du présent compte rendu.

(1) Mont 4.832,2 millions de Bons 1932-1942 contre 4.829,7 millions la semaine précédente.

(2) Non compris les fonds bloqués pour le service des emprunts à l'étranger, s'élevant en écritures à 5,7 millions.

X - PREVISIONS DE TRESORERIE POUR LA PERIODE
DU 18 au 31 OCTOBRE 1942

Fonds disponibles le 17 octobre 1942 au soir..... 7.450 millions

Recettes

- Versements des gares et Services.....	1.310	
- Mandats administratifs.....	20	
- Ressources à court terme.....	510	(1)
- Annuités versées par l'Etat.....	30	
- Sommes portées au crédit des Compagnies.....	240	
	<u>9.560</u>	-

Dépenses

- Solde du personnel et retraites.....	950	
- Règlements-traffic.....	620	
- Fournisseurs et divers.....	350	
- Impôts et contributions.....	360	
- Charges financières.....	630	
- Retraits des Compagnies.....	150	
- Remboursements de ressources d'établissement à remplacer.....	20	
- Opérations de conversion.....	20	
- Remboursements de ressources à court terme.....	570	
	<u>3.670</u>	-

Disponibilités au 31 octobre..... 5.890 millions

Par rapport aux prévisions établies la semaine précédente, le chiffre ci-dessus fait apparaître une amélioration de 150 millions qui s'explique comme suit:

- augmentation des règlements des mandats administratifs..	120 millions
- diminution des remboursements à court terme.....	30 -
	<u>150 millions</u>

(1) Dans l'hypothèse d'un renouvellement de 90 % de la dette à court terme

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille"

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

du 21 OCT 1942
(Question N° VI)

17 octobre 1942

SUBVENTION à l'OEUVRE "LA SANTE DE LA FAMILLE"

M. BEAUCHAMPS, Président de l'Oeuvre de "La Santé de la Famille" nous a demandé, par lettre du 9 juin, de renouveler, pour 1942, la subvention de 35.000 fr accordée en 1941 et de souscrire à nouveau 1.200 abonnements (7.200 fr) au Journal de l'Oeuvre.

Par ailleurs, après avoir sollicité, le 24 juin, le renouvellement de la subvention exceptionnelle de 7.500 fr, que nous lui avons consentie en 1941 au titre du terrain de sports d'ACHERES, M. BEAUCHAMPS nous a adressé, le 26 août 1942, une nouvelle requête annulant en fait la précédente pour demander la remise totale de la somme de 130.500 fr restant due sur le prêt de 150.000 fr consenti en 1937 par les Grands Réseaux pour l'aménagement de ce terrain.

Nous examinerons successivement ces deux questions, en commençant par la deuxième.

I.- Règlement de la somme de 130.500 fr restant due au titre du parc d'ACHERES.

La Santé de la Famille, désireuse d'édifier à ACHERES un Parc de Sports à l'usage des agents de chemin de fer, a reçu à cet effet, en 1937, des anciens Réseaux, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, une avance de 150.000 francs.

Cette avance est remboursable en 20 annuités dans les conditions ci-après :

	1ère année	2.000 fr
	2ème année	4.000 fr
	3ème année	6.000 fr
de la 4ème à la	17ème année	7.500 fr
	18ème année	9.000 fr
	19ème année	11.000 fr
	20ème année	13.000 fr

Le premier remboursement a été effectué normalement en décembre 1938, le second, en raison des circonstances, n'a eu lieu qu'en novembre 1940. Pour le troisième, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a décidé, dans sa séance du 30 avril

.....

1941, d'en retenir le montant sur la subvention de 35.000 fr versée à l'Oeuvre pour l'exercice 1941.

En ce qui concerne le quatrième versement, M. BEAUCHAMPS a demandé qu'une subvention exceptionnelle d'un montant égal lui soit accordée en 1941 du fait des travaux projetés pour l'extension des installations de la gare d'ACHERES. Ces travaux, qui devaient être exécutés en 1942, devaient, en effet, avoir pour conséquence de réduire notablement l'étendue des terrains dont dispose l'Oeuvre et de gêner l'accès de ses installations. Tenant compte du préjudice qu'allait ainsi subir l'Oeuvre, le Conseil d'Administration, dans sa séance du 3 septembre 1941, a décidé de lui accorder une allocation exceptionnelle, pour 1941, d'un montant égal à l'annuité due pour cet exercice, soit 7.500 fr.

La Santé de la Famille reste donc, à ce titre, débitrice d'une somme de 130.500 fr envers la S.N.C.F.

M. BEAUCHAMPS demande maintenant à être exonéré complètement de sa dette. Il reprend les arguments exposés l'année dernière et signale tout particulièrement que les travaux commencés rendent dès maintenant la perception de droits d'entrée très difficile, la maison du gardien étant séparée désormais du reste des installations par un remblai qu'il faut contourner.

Il ne semble pas possible d'accorder à l'Oeuvre l'exonération complète qu'elle sollicite. Il est exact que l'étendue des installations d'éducation physique subit une restriction sensible et que leur accès est rendu plus difficile du fait des travaux entrepris. Toutefois, on ne peut les considérer comme entièrement inutilisables.

D'autre part, la situation financière de la Société, telle qu'elle ressort des indications qui seront données plus loin, ne justifie pas l'octroi de subventions exceptionnelles renouvelées.

Dans ces conditions, nous proposons au Conseil ce qui suit :

Le préjudice matériel subi par la Santé de la Famille, du fait des travaux d'ACHERES lui serait remboursé, à concurrence d'un montant global de 32.500 fr. Compte tenu de la subvention exceptionnelle de 7.500 fr accordée l'année dernière, il resterait à faire remise à l'Oeuvre de 25.000 fr.

Nous avons envisagé, d'autre part, avec M. BEAUCHAMPS, d'acheter la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La valeur de cette maison, composée de deux pièces et d'une cuisine, peut être estimée 75.000 fr.

La dette vis-à-vis de la S.N.C.F. serait ainsi ramenée à 130.500 - 25.000 - 75.000 fr, soit 30.500 fr. La Santé de la Famille se libérerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr. La première de ces annuités serait payée au titre de 1942 par imputation sur la subvention que nous proposons d'allouer par ailleurs.

II - Subvention et abonnements au Journal.

En dépit des circonstances, la Santé de la Famille a continué, en 1941, son activité de propagande parmi ceux des agents de la S.N.C.F. que les relations ferroviaires et postales lui ont permis d'atteindre. Elle a notamment poursuivi ses cours dans les écoles d'apprentissage et les écoles supérieures du trafic. Plus de 2.000 élèves ont bénéficié des enseignements d'hygiène. Au total, 33.828 fr ont été dépensés en 1941 au titre de la propagande.

De nombreux visiteurs et campeurs ont fréquenté "Le Parc des Loisirs d'ACHERES" et bénéficié des jeux de plein air qui y sont installés.

L'Oeuvre a poursuivi ses efforts pour obtenir de nouveau le versement des cotisations qui s'était fortement ralenti à la suite des événements de 1940. Elle y a, en assez grande partie, réussi, puisque le nombre des cotisants (cotisation : 8 fr par an), qui était passé de 5278 en 1939 à 3.025 en 1940, est remonté à 4.540 en 1941 (sur un nombre total de sociétaires de 18.700). Les nouveaux efforts seront faits à cet égard au cours de la présente année, plus spécialement en zone non occupée où jusqu'ici l'Oeuvre n'avait pas de représentant permanent.

Par ailleurs, la situation financière de la Société est très saine, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

	1939	1940	1941
Recettes	262.558,88	71.013,49	110.835,88
Dépenses	252.294,65	60.691,90	89.516,70(1)
Excédent de recettes...	24.264,23	10.321,59	21.519,18
Solde créditeur en			
fin d'exercice	116.311,21	126.652,80	148.151,98

(1) dont 10.000 fr pour la constitution du fonds de réserve.

.....

L'année 1940 a enregistré, en raison des circonstances, une chute brutale de l'activité de la Société. En 1941, les dépenses proprement dites accusent une augmentation de 19.000 fr environ, due à une reprise partielle de cette activité. Mais, par rapport à l'avant-guerre, cette activité reste encore fortement diminuée. Les recettes, de leur côté, demeurent très inférieures à ce qu'elles étaient en 1939 : l'Oeuvre ne peut plus, en effet, compter sur les recettes extraordinaires provenant de la vente de charité, de la tombola annuelle, des concerts et fêtes, de la publicité, qui, en 1939, avaient produit une somme de 119.000 fr environ.

La situation à fin 1941, prise dans son ensemble, fait ressortir un accroissement continu des réserves. Ceci traduit le souci de la Société de se constituer toutes les disponibilités qui lui seront nécessaires lorsqu'après la guerre elle sera en mesure de reprendre sa pleine activité.

Aussi proposons-nous de renouveler, pour 1942, la subvention de 35.000 fr, passible de la retenue de 10 %, qui a été allouée à la Santé de la Famille au titre des exercices précédents.

En ce qui concerne la souscription d'abonnements au journal de l'Oeuvre, il convient de noter que la publication de ce journal est actuellement suspendue. Mais M. BEAUCHAMPS a entrepris des démarches auprès des Autorités d'occupation en vue d'obtenir l'autorisation de la reprendre.

Dans l'attente de cette autorisation, le journal est remplacé par un bulletin d'informations paraissant tous les deux mois.

L'allocation précédemment accordée était de 7.200 fr pour un tirage mensuel. Nous proposons de fixer à la moitié, soit 3.600 fr, le montant de celle à attribuer pour l'exercice 1942.

J'ai l'honneur de demander au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver ces diverses propositions.

Le Directeur Général,

LE BEGNERAIS.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 21 octobre 1942

QUESTION VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé
de la Famille".

P.V. (p.2)

M. LE PRESIDENT rappelle que les anciens Réseaux avaient, en 1937, après accord de M. le Ministre des Travaux Publics, consenti à la Santé de la Famille, pour lui permettre d'édifier à Achères un parc des sports à l'usage des agents de chemins de fer, une avance de 150.000 fr remboursable en 20 annuités.

L'Oeuvre reste débitrice, à ce titre, de 130.000 fr et demande aujourd'hui à être exonérée définitivement du paiement de cette somme, en raison du préjudice que lui ont causé, du point de vue de l'exploitation de son terrain, les travaux exécutés par la S.N.C.F. en gare d'Achères. Sans doute, ce préjudice est-il certain, mais il n'est pas tel qu'il justifie l'abandon de l'intégralité de la créance. Il est proposé d'en fixer le montant à 32.500 fr, ce qui, compte tenu de l'allocation exceptionnelle de 7.500 fr déjà accordée en 1941, conduirait à une remise nouvelle de 25.000 fr. D'autre part, la S.N.C.F. achèterait, pour le prix de 75.000 fr, la maison que l'Oeuvre a fait édifier pour le gardien du terrain. La dette serait ainsi ramenée à 30.500 fr. La Santé de la Famille se libèrerait de ce reliquat par le versement de neuf annuités de 3.000 fr et d'une dixième de 3.500 fr, la première étant payable dès 1942 par imputation sur la subvention allouée au titre de cet exercice.

Il est proposé, d'autre part, de maintenir cette dernière subvention, pour 1942, au chiffre admis les années précédentes, soit à 35.000 fr.

Enfin, le journal de l'Oeuvre, qui jusqu'alors était mensuel, ne paraissant plus que tous les deux mois, le montant de la souscription pour abonnements serait ramené, pour 1942, à 3.600 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

Sténo (p.7)

M. LE PRESIDENT.- La question est double. Il s'agit, d'une part, de réviser les modalités de règlement de l'avance qui a été faite à l'Oeuvre par les anciens Réseaux et, d'autre part, de fixer, pour 1942, le montant de la subvention qui lui est allouée annuellement.

En ce qui concerne le premier point, je rappelle que les anciens Réseaux avaient consenti une avance de 150.000 fr pour édifier à Achères un parc de sports. Cette somme était remboursable

en 10 annuités. L'Œuvre "Le Salut de la Famille" a actuellement remboursé une somme de 19.500 fr. Elle demande à être exonérée complètement de sa dette.

En cours de pourparlers engagés avec elle, nous avons fait ressortir que cette remise totale de dette ne se trouvait pas

justifiée, que, sans doute, les travaux entrepris par la S.M.F.F. en gare d'achèves avaient sensiblement déprécié la valeur des installations du parc, mais qu'il n'était pas possible de considérer que les dommages ainsi causés étaient tels qu'ils entraînent une remise intégrale de la dette. Nous avons donc évalué le préjudice matériel causé à 32.500 fr. Comme nous avons déjà donné, l'année dernière, une subvention exceptionnelle de 7.500 fr, nous ferions, en définitive, une remise de 25.000 fr.

D'autre part, la S.M.F.F. reprendrait pour une valeur de 75.000 fr la maison qui avait été édifiée pour loger le gardien du terrain. Il resterait ainsi dû à la S.M.F.F. une somme de 20.500 fr qui serait réglée en 9 annuités de 2.000 fr et une de 3.500 fr, la première étant versée dès cette année et imputée sur le montant de la subvention allouée à l'Œuvre.

Sur le second point, nous maintiendrions la subvention au chiffre de 35.000 fr. En réalité, cette somme est intégralement dépensée pour la propagande; les frais généraux de l'Œuvre étant couverts par les cotisations. La cotisation n'est d'ailleurs pas très élevée, 3 fr par an. Le nombre des sociétaires est de 6.700. Le nombre des cotisants, qui est assez faible, était tombé à 3.025 en 1942 et est remonté à 4.540 en 1943. De nouveaux efforts doivent être faits pour améliorer la situation de l'Œuvre. La situation financière est bonne. Les réserves s'élèvent à 128.000 fr; elles sont destinées à mener une action plus active, le moment venu, lorsque la publicité pourra être reprise en que, la ligne de démarcation étant supprimée, les communications seront plus faciles entre les deux zones.

D'autre part, nous avons l'habitude de souscrire un certain nombre d'abonnements au Journal de l'Œuvre. Ce journal était autrefois mensuel, et la S.F.C.F. versait, à ce titre, une allocation de 7.500 fr. Ce journal ne paraissant plus actuellement que tous les deux mois, cette allocation serait réduite de moitié et ramené ainsi, pour 1942, à 3.500 fr.

Telles sont les propositions qui vous sont soumises. Nous continuerions ainsi à marquer l'intérêt que nous portons au principe de l'Œuvre "La Santé de la Famille".

Le Conseil approuve ces propositions.

QUESTION IX - Subvention à la Santé de la Famille
(Parc d'Achères)

P.V. (p.11)

M. LE PRESIDENT rappelle que l'oeuvre de "La Santé de la Famille" est débitrice envers la S.N.C.F. d'une avance de 150.000 fr, non productive d'intérêts, qui lui a été consentie en 1937 par les anciens Réseaux pour lui permettre d'édifier à Achères un parc de sports à l'usage des agents de chemins de fer. Le remboursement de cette avance a été échelonné sur une période de 20 ans.

Les trois premières annuités ont été réglées, la dernière par imputation sur la subvention de 35.000 fr, récemment consentie au titre de l'exercice 1941.

Mais le Président de l'oeuvre demande une subvention spéciale pour lui permettre d'assurer le versement des prochaines annuités, faisant état, à cet effet, de ce que les travaux prévus en gare d'Achères et qui seront exécutés en 1942 auront pour conséquence une réduction importante de l'étendue des terrains dont dispose "La Santé de la Famille", ce qui la gênera pour en tirer le profit qu'elle avait prévu.

Eu égard à cette circonstance, il est proposé d'accorder, à titre exceptionnel, pour 1941, une subvention spéciale égale au montant de l'annuité qui doit être remboursée en fin du présent exercice, soit 7.500 fr.

Le Conseil approuve ces propositions.

.....

M. LE PRÉSIDENT. - L'oeuvre de "La Santé de la Famille" est débitrice envers le S.N.C.F. d'une avance de 150.000 fr qui lui a été consentie en 1937. Elle a pu faire face jusqu'à présent, non sans difficultés, aux trois premiers remboursements prévus. Cette oeuvre nous demande de lui consentir, pour l'année 1941, une subvention exceptionnelle de 7.500 fr qui correspond au versement qu'elle devrait nous faire en fin d'année au titre de la 4ème annuité de remboursement.

Cette demande se trouve justifiée par le fait que les importants travaux auxquels nous procédons en gare de triage d'Achères viennent empiéter le terrain de sports de l'oeuvre jusqu'à en rendre l'utilisation très précaire. Je crois qu'il est logique d'accorder à l'oeuvre la subvention qu'elle demande. Il conviendrait même d'entrer en pourparlers avec elle pour liquider une situation qui peut être difficilement maintenue sans modifications, étant donné les nouveaux travaux envisagés.

Le Conseil approuve ces propositions.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits et légumes de Meaux.

15 OCT. 1942

ATTRIBUTION

d'une subvention de 6.000 Frs à un organisme en voie de formation à Meaux pour la déshydratation des fruits et légumes provenant des jardins familiaux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

21 OCT. 1942

(Question N° VII)

Nous sommes avisés par la Région de l'Est que sous les auspices de la Municipalité de Meaux et sous la présidence d'honneur de M. René COURTIER, Sénateur Conseiller National, un Centre de séchage de fruits et légumes provenant des jardins familiaux est en voie de formation à Meaux.

Cette organisation fonctionnerait dans le cadre coopératif et serait ouverte à toutes les familles de la région désireuses de faire sécher des légumes et des fruits pour leur consommation familiale.

Il s'agit d'une oeuvre sociale intéressante par l'appoint en légumes divers qu'elle procurera aux familles intéressées. Les cheminots, dont 205 sont en résidence à Meaux, bénéficieraient de cette initiative.

La mise en route de l'organisation projetée nécessite un capital initial de 100.000 Frs pour l'achat des appareils et l'aménagement des locaux; mais les organisateurs voudraient pouvoir doubler cette somme pour parfaire l'installation.

A cet effet, M. COURTIER a sollicité l'aide financière de la S.N.C.F.

Le Secours National a déjà accordé une subvention de 40.000 Frs et les Maisons suivantes se sont inscrites à cette Oeuvre pour les sommes ci-après :

C ^{ie} d'électricité du Nord-Est Parisien...	15.000. ^{frs}
S.I.M.E.A. (secrétie)	15.000
La Boutonnère d'Ile-de-France	10.000

En égard aux services que cette organisation est susceptible de rendre à nos agents de la région de Neaux, il me paraît équitable d'accueillir favorablement la demande présentée par M. COURTIER, Conseiller National.

Je propose, en conséquence, l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 6.000 Frs.

Le Directeur Général
LE DESMERAIS.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 21 octobre 1942

- Questions diverses -

Conseil d'Administration

Séance du 21 oct. 1942

Ordre du Jour

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

- 1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...
- 2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

- 1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...
- 2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

- 1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...
- 2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

- 1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...
- 2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare; à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" " ,

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare; à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare; à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

17 octobre 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR
=====

I.- Adoption du Procès-Verbal.

II.- Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III.- Marchés et Commandes.

" "

IV.- Service Commercial.

" "

V.- Projets.

" "

VI.- Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".

VII.- Subvention au Centre de Séchage des fruits
et légumes de Meaux.

- Questions diverses -

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration
• -----

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR

Réunions 31 août
Réunion 31 août
I - Adoption du Procès-Verbal.-

II - Comptes rendus :

- 1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...
- 2°) Trésorerie.

III - Marchés et Commandes.-

" "

IV - Service Commercial.-

" "

V - Projets.-

" "

- VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

- VII - Subvention au Centre de séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

- Questions diverses -

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

PROJET

Séance du mercredi 21 octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR

I - Adoption du Procès-Verbal.-

II - Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

III - Marchés et Commandes.-

" "

IV - Service Commercial.-

" "

V - Projets.-

" "

VI - Subvention à l'Oeuvre "La Santé de la Famille".-

VII - Subvention au Centre de séchage des fruits
et légumes de Meaux.-

- Questions diverses -

Projets

17~~16~~ octobre 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

Séance du mercredi ²¹~~14~~ octobre 1942
88, rue Saint-Lazare, à 9 heures 30

ORDRE DU JOUR

I - Adoption du Procès-Verbal.-

II - Comptes rendus :

1°) Trafic, recettes, mouvement, etc...

2°) Trésorerie.

~~II bis - Compte rendu de la délégation de pouvoirs
donnée par le Conseil d'Administration
dans sa séance du 6 novembre 1940.-~~

III - Marchés et Commandes

~~- Cession de 1.500 T. de cuivre aux Autorités d'occupation~~

IV - Service Commercial

" "

V - Projets

~~VI - Révision des taux des loyers des logements mis par
le S.N.C.F. à la disposition de son personnel.-~~

.....

~~VII - Subvention, pour 1942, à certaines Sociétés sportives et artistiques groupant les agents de la S.N.C.F.~~

~~VIII - Règlement des sommes dues par le chemin de fer de la Méditerranée au Niger au titre de huit locomotives cédées à ce Réseau~~

~~- Questions diverses -~~

~~VII Subvention au Centre de séchage des fruits et légumes de Meaux.~~

~~VII application des Fonctionnaires impérialistes à la Cause de Pierrefrance.~~

~~VI - Subvention à l'œuvre "La Santé de la famille".~~

~~question diverses~~

~~Piège V F I L N F~~

~~Sapin de la Famille~~

~~Banque de l'ordre~~

~~Pin la farouche~~